

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 173

Juillet-Aout 2026

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Les anarchismes à la croisée des chemins

Je l'avoue, je suis en colère, très en colère, et cela explique ma réaction si abrupte à certains textes du secteur plateformiste, ou du secteur « spécifiste », comme ils préfèrent se nommer, et pourquoi j'ai proféré des expressions aussi agressives, les qualifiant d' « anarchistes primitifs, rétrogrades et réactionnaires ».

Je suis furieux car j'ai toujours trouvé méprisable que, dans les controverses, on « attaque » personnellement l'adversaire, en lui attribuant certains traits ou caractéristiques afin de discréditer ses positions et ses arguments, et c'est précisément ce qui se produit dans des écrits comme ceux de Miguel Brea, du collectif spécialisé madrilène Liza.

Lorsqu'on tente d'expliquer que certaines positions découlent de situations ou de traits de personnalité, il convient de ne pas négliger une certaine prudence, sous peine de tomber dans l'indécence. On me reproche, par exemple, de ne pas avoir été présent sur le terrain lors des luttes contre les expulsions et autres atrocités insupportables. Je reconnais qu'à 82 ans, je ne peux plus être militant 24 heures sur 24 comme je l'ai été pendant une longue période de ma jeunesse et comme je l'ai été, avec une intensité décroissante, pendant de nombreuses années encore.

Je suis exaspéré que l'on insinue que mes positions sont dues à mon statut d'intellectuel de salon, déconnecté de la réalité, et cela me dérange de devoir réfuter cette idée en rappelant, par exemple, qu'avant même d'avoir l'âge légal, j'étais déjà en justice pour activités anarchistes anti-franquistes, ou qu'en janvier 1966 j'ai rejoint le Comité des relations de la FIJL (interdite en France pour ses liens avec la Défense intérieure), ou encore que j'ai fait l'objet d'un arrêté d'expulsion de France pour ma participation aux événements de mai 68, sans oublier mon engagement intense dans la reconstruction de la CNT, et ainsi de suite jusqu'à aujourd'hui, où je m'efforce de défendre mes valeurs.

Au passage, lorsqu'on mentionne que le but de mes écrits est de les faire publier dans des revues indexées, il faut

savoir que non seulement je suis connu pour rejeter cette pratique, mais que l'un de mes combats universitaires a précisément consisté à dénoncer ce critère comme indicateur d'excellence en recherche.

Je suis en colère car la procédure visant à discréditer la personne afin de saper ses arguments m'a conduit à mentionner quelques fragments de ma carrière avant d'aborder les questions de fond, qui sont ce qui est réellement intéressant.

Enfin, et surtout, je suis également en colère car j'ai le sentiment que le courant spécifiste, représenté essentiellement par Liza à Madrid et par Embat en Catalogne, est presque imité, et probablement involontairement, comme partie intégrante d'un phénomène plus général qui, dans la sphère marxiste, est appelé le Mouvement socialiste, originaire d'Euzkadi, et Horitzó Socialista dans les pays catalans.

Dans le cas de l'anarchisme, l'objectif de concentrer les luttes sur la révolution sociale prolétarienne et de reconstruire le tissu libertaire fragmenté en l'unissant dans une organisation vaste et puissante me semble conduire les luttes anarchistes vers une inefficacité politique et sociale, les éloignant de la réalité du monde contemporain.

J'espère que le fait de laisser libre cours à ma colère a eu un effet cathartique suffisant pour que je puisse maintenant aborder, sans excès d'acrimonie, la controverse avec la tendance spécificiste autour de trois points principaux :

La révolution, le programme révolutionnaire et le désir de révolution.

Contrairement à ce que soutient une perspective spécifiste, ce n'est pas la critique des anciens idéaux révolutionnaires qui décourage la ferveur combative de ceux qui rejettent le système actuel et aspirent à un autre mode de vie, mais bien le fait même d'entretenir la croyance en la validité de ces idéaux. En effet, inciter les gens à lutter aujourd'hui pour une révolution sociale inspirée par le concept de révolution inhérent aux idéologies socialistes et anarchistes forgées au XIXe siècle ne peut que susciter,

tôt ou tard, une frustration inévitable, non seulement parce que les conditions d'une telle révolution ne se présentent pas à court ou moyen terme, mais aussi en raison du faible enthousiasme, voire du désintérêt total, que la perspective d'une révolution « à l'ancienne » suscite au sein de la population.

Ce manque de crédibilité et cette absence d'intérêt peuvent décourager ceux qui, animés des meilleures intentions, consacrent leur énergie à « progresser » vers la réalisation de la révolution, à peaufiner les stratégies, à élaborer des programmes et à définir des projets révolutionnaires réfléchis, qui, en aucun cas, ne produisent de progrès perceptibles dans cette direction.

Critiquer le concept de révolution forgé aux XIXe et XXe siècles ne signifie pas nier le caractère totalement inacceptable du système actuel, ni remettre en question la nécessité de le combattre avec vigueur. Il ne s'agit pas d'abandonner l'impératif d'une transformation radicale du système, et il est évident que les anarchistes dépourvus d'un désir intense de révolution mériteraient difficilement cette appellation. Il ne s'agit pas de renoncer à la révolution, mais d'en redéfinir le concept. Et c'est précisément ce qui se fait dans les milieux qui entretiennent la flamme de la révolution, mais qui développent leurs pratiques dans le monde contemporain et non dans le fantôme d'un monde depuis longtemps révolu.

Dans ces secteurs, la révolution n'est pas un but plus ou moins lointain vers lequel on progresserait par « le développement adéquat de la stratégie adéquate », mais bien, loin de toute perspective eschatologique, elle est inscrite dans le présent. La révolution, redéfinie en termes actuels, ne se situe pas dans le futur, mais se produit dans chaque espace et chaque processus qui parvient à s'emparer du système. Elle n'est pas ce vers quoi nos luttes tentent de nous mener, mais plutôt ce que ces luttes produisent au cours de leur propre développement. Autrement dit, la révolution n'est pas le but de nos luttes, mais elle leur est inhérente. Il n'y a pas de révolution à proprement parler, telle qu'on la concevait autrefois, mais plutôt des activités révolutionnaires dans la mesure où elles illustrent la résistance au système, le contredisant et le fracturant par leur propre pratique. La révolution se fait dans les luttes quotidiennes, sans attendre une explosion finale qui constituerait la récompense de nos efforts. La récompense réside nulle part ailleurs que dans ces actes mêmes.

Et pour éviter toute accusation selon laquelle cette conception serait un produit de l'idéologie néolibérale dominante depuis le dernier tiers du XXe siècle, il suffit de rappeler qu'on la retrouve déjà préfigurée dans des écrits du XIXe siècle, comme ceux de Max Stirner.

La classe ouvrière, sa considération comme sujet révolutionnaire et le

capitalisme actuel

Le poids du secteur productif auquel appartenaient les sujets catégorisés comme membres de la classe ouvrière n'a cessé de diminuer, tant en valeur absolue que relative.

Au-delà de la distinction marxiste classique entre classe en soi et classe pour soi, il est évident que seul un processus de réification inapproprié permet d'affirmer l'existence d'une entité telle que la classe ouvrière (ou toute autre classe). La classe est un concept sociologique, une catégorie, une abstraction, dépourvue de référent matériel. Lorsque cette entité conceptuelle est hypostasiée, non seulement une erreur d'inférence est commise, mais les bases sont posées pour la construction de récits qui tentent de dissimuler leur nature fantasmagorique derrière un langage technique, déformant ainsi notre représentation de la réalité et orientant nos analyses politiques, ainsi que les actions qui en découlent, vers des voies erronées et des conclusions fallacieuses.

Le déclin de l'importance de la prétendue classe ouvrière n'est pas un biais idéologique induit par le néolibéralisme, mais un fait devenu banal tant il est évident. Remettre en question la tendance à l'hypostasier ne diminue en rien l'indéniable réalité de l'exploitation capitaliste, ni l'existence bien réelle d'une multitude de personnes qui, pour survivre, sont contraintes de vendre leur temps, leur santé, leurs compétences, leur énergie en échange d'une compensation économique toujours inférieure à la plus-value créée, comme l'exige la loi d'airain du capitalisme.

Affirmer que la classe ouvrière est « le sujet révolutionnaire » est une double erreur. Premièrement, si la classe ouvrière n'existe pas, elle ne peut être le sujet de quoi que ce soit. Deuxièmement, si l'on s'obstine à qualifier de sujet révolutionnaire les entités qui produisent des révolutions, on constate que ces sujets sont multiples. Il n'y a pas un seul sujet révolutionnaire, mais plusieurs. Et ceux-ci ne se définissent généralement pas mécaniquement par une insertion spécifique dans le tissu productif, mais correspondent plutôt aux réactions et aux résistances contre les divers mécanismes de domination qui constituent le tissu social et l'imprègnent de pratiques discriminatoires. Au-delà du potentiel révolutionnaire éventuel des groupes exploités et/ou discriminés auxquels appartiennent les individus, ceux qui sont révolutionnaires sont animés par un rejet conscient et radical de la soumission et par un désir intense de révolution qui les conduit à développer des activités révolutionnaires visant à résister aux diverses formes de domination inhérentes au système en place.

Il est évident que le système dans lequel nous avons vécu ces derniers siècles est un système capitaliste absolument exécrationnel, que Marx, parmi d'autres, a contribué à analyser. Cependant, le langage prétendument rigoureux em-

ployé par les textes pro-marxistes, ainsi que par d'autres textes se réclamant du marxisme, révèle une incapacité à se départir des clichés les plus éculés de cette pensée. Le mantra répété depuis plus d'un siècle est que le capitalisme entre dans sa phase finale et est sur le point de succomber à ses contradictions insurmontables. On parle de capitalisme terminal, de capitalisme débridé, de crise systémique et chronique du capitalisme néolibéral, de la dynamique dégénérative irréversible de l'accumulation, d'un capitalisme entrant dans une phase de turbulences structurelles, et ainsi de suite. Ces expressions n'apparaissent pas toutes littéralement dans les écrits des spécificistes, mais elles s'inscrivent dans leur mantra incessant qui consiste à affirmer que le capitalisme est mortellement blessé par ses propres contradictions internes, ce qui insuffle un moral de victoire différée à un militantisme frustré par le fait que le capitalisme agonisant ne cesse de résister à ses assauts implacables.

Le problème, c'est que ce type d'analyse ne permet pas de comprendre les caractéristiques actuelles du capitalisme, et notamment celles de cette quatrième révolution industrielle, ou révolution 4.0, dans laquelle nous sommes entrés depuis le début du XXI^e siècle.

Indissociable de la révolution informatique qui a déclenché la troisième révolution industrielle dans les années 1970, il s'agit aujourd'hui de l'intégration des technologies numériques dans tous les domaines de la société et de la forte dépendance aux ressources numériques dans laquelle se trouvent tous ces domaines : médecine, éducation, communication, recherche, voire guerres et, bien sûr, sphère économique, ce qui façonne un capitalisme numérique ou technocapitalisme qui, entre autres caractéristiques, parvient à produire de la plus-value à partir des énormes quantités de données explorées par de puissants algorithmes.

L'intelligence artificielle, la robotique, le génie génétique, les nanotechnologies, les objets connectés, les satellites, les ordinateurs quantiques... etc. Tout cela favorise, d'une part, l'émergence d'un nouveau type de totalitarisme qui commence à façonner la société et, d'autre part, l'entrée dans un régime d'accélération vertigineuse des changements dans tous les domaines, créant, entre autres, un contexte d'incertitude et un sentiment d'incontrôlabilité du présent et de l'avenir.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent nos luttes actuelles, et il est assez difficile de discerner comment la classe ouvrière, en tant que sujet révolutionnaire, s'intègre dans le cadre du Capitalisme 4.0

L'organisation spécialisée

De toute évidence, la question centrale n'est pas de savoir si l'organisation est nécessaire ou non. L'organisation est

une condition essentielle à toute activité anarchiste dès lors qu'elle implique plus d'une personne. Par conséquent, défendre l'anarchisme organisé revient implicitement à exclure de cette catégorie une bonne partie des activités anarchistes qui, bien qu'exigeant également une organisation, se déroulent en dehors de tout type d'organisation spécifique. Ainsi, l'expression « anarchisme organisé » est réservée à désigner l'anarchisme spécifiquement encadré par un type d'organisation particulier.

Par exemple, il serait manifestement erroné d'affirmer que les groupes anarchistes agissant à partir de centres sociaux occupés et autogérés, ou s'appuyant sur des problèmes locaux, ou encore issus de petits groupes autonomes, ou menant la lutte contre certaines formes spécifiques de discrimination, manquent d'organisation. Cependant, le simple fait de les exclure de l'anarchisme organisé révèle que si ces formes d'anarchisme ne méritent pas cette appellation, ce n'est pas tant par manque d'organisation, mais parce qu'elles constituent une mosaïque diverse, fragmentée et décousue, dépourvue de perspective stratégique pour orienter leurs luttes.

Cette appropriation hégémonique de l'attribut « organisé » sape la tentative de faire du caractère organisé ou non organisé de l'anarchisme un critère de différenciation entre deux types d'anarchisme, et révèle le désir de ne considérer comme anarchisme organisé que l'anarchisme de certaines organisations, parmi lesquelles figurent, bien sûr, les organisations spécificistes.

Un minimum d'honnêteté politique exigerait que, plutôt que de parler d'anarchisme organisé de manière générique, ceux qui le font précisent qu'ils se réfèrent à un anarchisme organisé selon une conception particulière, mais que d'autres conceptions existent et, par conséquent, d'autres formes d'anarchisme organisé. Cela orienterait le débat vers une comparaison entre différentes formes d'organisation, permettant notamment d'évaluer lesquelles sont les mieux adaptées aux caractéristiques de la société contemporaine et les plus efficaces pour la transformer.

Il se pourrait, par exemple, que la réalité actuelle exige des modèles organisationnels en réseau, beaucoup plus flexibles et fluides, que ceux des organisations traditionnelles, orientées vers de simples objectifs de coordination pour réaliser des tâches concrètes et spécifiques, d'un point de vue purement tactique.

Il se pourrait que la tentation de briser cette fragmentation et cette fluidité organisationnelle conduise à condamner le mouvement anarchiste à subir une nouvelle éclipse après la période récente où il est parvenu à polliniser une série de mouvements subversifs extérieurs au champ de l'anarchisme identitaire, et où il est parvenu à proliférer dans les interstices de la société.

En tout état de cause, la fascination pour la construction d'une organisation anarchiste solide, articulée autour d'un programme révolutionnaire cohérent et de perspectives stratégiques capables de soutenir efficacement les luttes anticapitalistes, devrait encourager l'activité militante de celles et ceux qui adhèrent à cette situation, sans qu'il soit nécessaire d'alimenter l'illusion trompeuse selon laquelle les difficultés rencontrées par les luttes actuelles sont principalement dues à l'absence d'une grande organisation libertaire, et que ces difficultés disparaîtront dès qu'une telle organisation verra le jour.

Malgré mes réserves quant aux organisations qui, plus ou moins explicitement selon les cas, s'inscrivent dans la tradition plateformiste — c'est-à-dire la tradition qui représente au sein de l'anarchisme la version la plus proche de la « forme de parti » caractéristique des diverses idéologies marxistes-léninistes et trotskistes —, je ne serais pas aussi dérangé par le prosélytisme intense mené par ses partisans si les efforts de ceux qui aspirent à une grande organisation anarchiste étaient axés sur son développement, l'acquisition de nouveaux espaces et de nouveaux membres, au lieu de tirer profit de ce qui existe déjà — c'est-à-dire une partie de l'anarchisme actuellement actif — pour la restructurer, sans se rendre compte qu'en l'homogénéisant et en l'unifiant, ils risquent de la détruire.

Il semble en effet qu'une tentative de prise de contrôle soit en cours pour s'emparer des centres sociaux occupés et des collectifs anarchistes autonomes, afin de grossir les rangs de l'aile « unitaire » du mouvement séparatiste catalan. Ce scénario n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé en Catalogne lors du « Processus », lorsque les partis nationalistes indépendantistes de la CUP ont cherché à s'emparer des militants anarchistes disséminés dans le tissu social catalan et sont parvenus à en rallier une part importante au mouvement nationaliste indépendantiste.

Le fait que l'espécifisme prône le renforcement du pouvoir populaire et l'émancipation du peuple renforce son affinité avec les organisations marxistes révolutionnaires, accentuant ainsi le courant léniniste latent qui émane de l'espécifisme. Il n'est pas surprenant que, compte tenu de cette proximité, une certaine attirance pour le concept réactionnaire d'« avant-garde » se manifeste, malgré des tentatives de reformulation et de dissimulation pour le rendre moins rebutant au sein des milieux anarchistes.

À titre de conclusion provisoire, il est évident que, si l'on ne considère que les désaccords relatifs à ces trois points, des orientations fortement divergentes, voire des différences abyssales, apparaissent. Cependant, comme nul ne peut être absolument certain que son point de vue soit le plus juste, il me semble parfaitement acceptable que ceux qui se regroupent au sein d'organisations telles que Liza, Embat et autres collectifs du même genre dé-

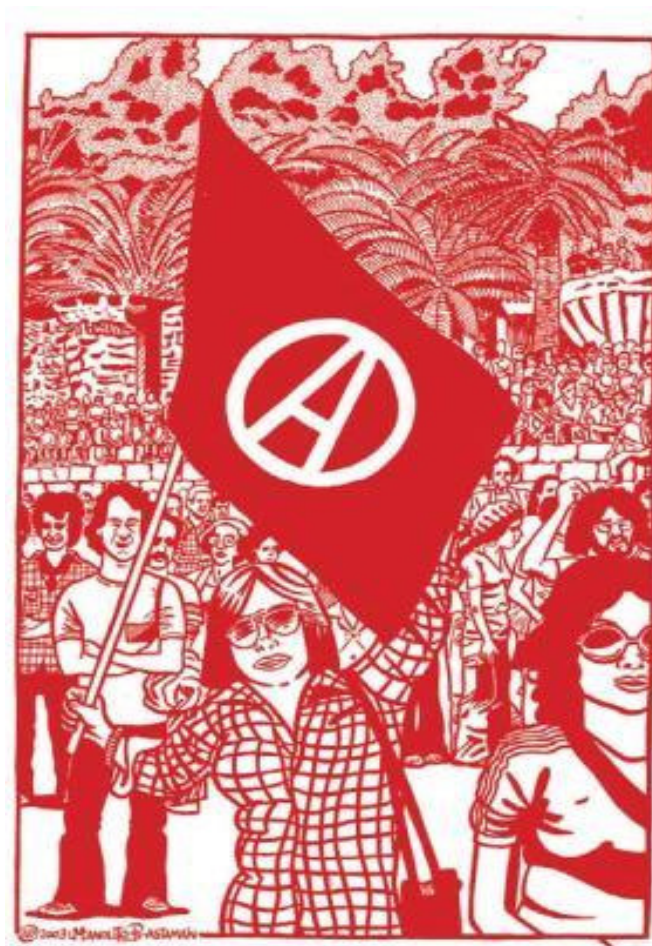
veloppent leurs propositions et leurs activités sans que nous y mettions des bâtons dans les roues, à condition qu'ils s'abstiennent également d'en faire autant à l'égard d'autres propositions anarchistes.

Convaincu de la nécessaire pluralité des anarchismes, je souhaite simplement leur souhaiter bonne chance dans leur cheminement, mais cela n'implique pas de renoncer à l'analyse, à l'évaluation et à la critique de leurs postulats et de leur œuvre.

C'est cette même chance, encore plus grande du fait de ma propre orientation au sein de l'anarchisme, que je souhaite à ceux qui s'organisent en dehors de ces organisations, au sein de collectifs anarchistes autonomes qui cherchent à résister et qui, ce faisant, contribuent à l'anarchisation du monde présent et dans toute la mesure du possible.

Tomás Ibáñez

Note de la rédaction du Libertaire : Pour les militants les plus anciens, la seule organisation qui a réussi à organiser la plupart des tendances anarchistes en France fut la CNT des années 2000-2010. Dans cette organisation syndicale des militants de la FA, AL, de la CGA (Montpellier..) et différents groupes libertaires indépendants (Groupe libertaire Jules Durand...) se côtoyaient et militaient ensemble.



Des pistes pour contrer le capitalisme

Récupérer l'éducation politique et la mémoire historique.

L'oubli de l'histoire est l'une des plus grandes victoires du néolibéralisme. Il est essentiel de reconstruire une culture critique par l'apprentissage tout au long de la vie, l'étude des expériences historiques des mouvements ouvriers et libertaires, et la transmission intergénérationnelle des connaissances organisationnelles.

Combattre l'économie de guerre et l'autoritarisme.

La militarisation croissante, l'augmentation des dépenses militaires, l'expansion de la surveillance et la normalisation des états d'urgence sont autant d'instruments utilisés pour contrôler les travailleurs. L'opposition au militarisme et à l'économie de guerre est indissociable de la lutte contre le capital. Seule la lutte des classes et des individus conscients peuvent contrer les guerres du capital.

Démocratiser la production et la reproduction sociale.

La perspective libertaire ne saurait se limiter à l'amélioration des conditions de vente de la force de travail. Elle doit viser le contrôle direct de la production par les travailleurs, la gestion collective des biens communs, la socialisation des soins et le développement de formes coopératives et fédérales d'organisation économique.

Construire le pouvoir populaire à partir de la base.

L'objectif stratégique n'est pas de conquérir l'État pour gérer le capitalisme avec d'autres administrateurs, mais de développer un réseau croissant d'organisations autonomes capables de contester le capital dans ses fonctions économiques, sociales, culturelles et politiques. L'auto-organisation, le coopérativisme, le fédéralisme, la démocratie directe et l'entraide ne sont pas de simples principes éthiques ; ils constituent aussi les conditions matérielles d'une transformation révolutionnaire de la société.

Organisez-vous là où la plupart des gens travaillent aujourd'hui.

Le nouveau mouvement ouvrier doit prioriser son implantation dans les secteurs de la logistique, des transports, des plateformes numériques, de la santé, de l'éducation, de l'hôtellerie-restauration, du commerce de détail, du nettoyage, des services à la personne, de l'agriculture intensive, de la sous-traitance industrielle et des grands centres de distribution... Cette organisation doit s'adapter aux évolutions réelles des flux de capitaux.

Surmonter la fragmentation du travail.

La division entre travailleurs permanents et temporaires, nationaux et migrants, salariés et faux indépendants, employés des secteurs publics et privés, constitue l'un des principaux instruments de la domination des entreprises. L'organisation de classe doit être reconstruite sur la base d'une réalité matérielle partagée et non sur des catégories administratives imposées par le marché ou l'État.

Réaffirmer le syndicalisme d'action directe.

Le syndicalisme doit redevenir un outil de lutte quotidienne, et non un appareil de gestion institutionnelle. L'assemblée, la révocation des délégués, le fédéralisme, l'autonomie vis-à-vis de l'État et l'action directe demeurent des principes pleinement valables.

Construire nos propres institutions d'entraide.

Les fonds de résistance, les coopératives de consommateurs, les services de conseil aux travailleurs, les centres culturels, les bibliothèques sociales, les réseaux d'entraide... constituent l'infrastructure matérielle indispensable pour soutenir les conflits prolongés et renforcer l'autonomie de classe.

Coordonner les luttes à l'échelle internationale.

Face à un capital mondialisé, les réponses purement nationales sont insuffisantes. La coopération entre les travailleurs d'une même chaîne d'approvisionnement ou de production, les campagnes internationales et une solidarité effective doivent devenir des pratiques permanentes.



Canicules: quel avenir pour nos enfants et petits-enfants ?

Le réchauffement climatique avec ses trois vagues de canicules récentes n'est pas une vue de l'esprit mais bien la conséquence de notre inconséquence. Ce réchauffement est accompagné d'une pollution de l'air. Cette dernière tue aussi et la pollution de manière plus générale empoisonne les sols, l'eau... bref on assiste à une destruction écologique systémique. Faute d'agir immédiatement, nous allons laisser aux générations futures un sacré bordel. De surcroît la généralisation de l'Intelligence Artificielle nous entraîne vers un renforcement du contrôle social. Si on ajoute un regain de la foi religieuse, l'aliénation que nous avons tant combattue va encore faire davantage de dégâts dans des cerveaux déjà bien encombrés par des réseaux sociaux peu rationalistes. Ce qui était fiction entre dans nos vies à grande vitesse et pénètre le monde réel. Nous sommes donc inquiets, pas par pessimisme mais par réalisme. Nous constatons que le mot crise a été employé à de nombreuses reprises : crise économique et financière, crise humanitaire dans tel ou tel coin du monde, crise sanitaire (Covid, Ebola etc.) et maintenant crise climatique. Nous vivons dans une société en crise. Le pire, c'est que chaque expérience nouvelle devrait nous inciter à changer et à modifier les priorités mais ce n'est pas le cas. Après l'épisode du Covid, nous aurions pu penser que la santé deviendrait la priorité et qu'il faudrait allouer davantage de moyens à l'hôpital public d'autant que ce dernier est à nouveau sollicité et débordé par les afflux de patients dus aux canicules. Pourtant, le gouvernement a continué à fermer des lits et à agir selon les anciennes façons de faire. Le droit au logement (décent), à une alimentation saine et variée, l'éducation, les services de base (eau, électricité, gaz...) ne sont toujours pas pris avec le sérieux qu'il conviendrait. C'est toujours l'économie qui prime sur tout et l'inventivité de personnes peu scrupuleuses pour faire de l'argent et trouver de nouvelles niches juteuses est sans borne... et sans éthique. Nous sommes dans un cercle vicieux où les bénéfices de structures sanitaires privées sont gonflés par une multiplication de pathologies due au système. Explosion des cancers, maladies diverses... L'agriculture intensive et chimique rompt les équilibres écologiques et est parfois source de maladies

professionnelles et de voisinage.

Nous sommes dans une logique d'amputation de prestations sociales, de services publics alors que la valeur du patrimoine des plus argentés augmente a contrario. Ceux qui possèdent du patrimoine spéculent et connaissent toutes les ficelles pour payer le moins d'impôts possible. Ils ne créent rien par aucun travail contrairement aux travailleurs. Les bénéfices obtenus sont la conséquence de la revalorisation récurrente des actifs financiers, immobiliers ou autres. Cela ne correspond à aucune fonction sociale et on assiste à une inversion des vraies valeurs, à savoir que les métiers d'utilité sociale sont sous-payés : travailleurs des premières et deuxième lignes. Le lucre sans contrepartie ne cesse d'augmenter alors que de plus en plus de gens ont du mal à boucler les fins de mois tout en travaillant. Les plus désargentés sont aussi parmi les premières victimes du dérèglement climatique.

Nous sommes à la fois dans une impasse socio-politique et écologique. Nous n'avons d'autres choix que d'orienter les transformations sociales vers des horizons écologiques et sociaux plus salutaires. A défaut, le capitalisme ainsi que le capitalisme d'Etat accroîtront encore davantage leurs effets négatifs sur les populations les plus vulnérables. Tant que la déconnexion des décisions économiques par rapport aux dommages sociaux et écologiques qu'elles occasionnent fonctionnera en boucle, l'affrontement entre développement économique et détérioration écologique perdurera et augmentera au profit du premier. Avec pour conséquences l'aggravation des inégalités et de la précarité économique ainsi que la détérioration écologique.

Ce ne sont pas des réunions incantatoires et/ou institutionnelles qui vont changer les choses si on ne s'attaque pas aux facteurs qui engendrent le réchauffement climatique. Autrement dit, on ne corrige pas les effets (réchauffement climatique) sans s'attaquer aux causes (l'usage de la Terre et ses ressources).

Ty Wi (GLJD)



La numérisation orwellienne de nos vies



L'objectif de la technocratie est de transformer tout dans le monde en information, réduisant notre complexité biologique à un simple code binaire. L'informatisation du monde permet deux étapes vers la domination : d'une part, en convertissant tout en simple information, elle permet sa marchandisation ; d'autre part, elle permet la surveillance et le contrôle de tout ce qui est informatisé, de nos corps à tout objet ou être vivant

sur Terre. En ces temps de désorientation, de guerres, de crises et de catastrophes, il est essentiel pour le capitalisme de maintenir un contrôle total, en veillant à ce qu'aucun mouvement ne s'écarte de la régulation démocratique.

La Commission européenne prépare son « Portefeuille d'identité numérique européen ». La numérisation de

l'État et son corollaire, l'identification numérique, progressent dans l'indifférence des habitants des villes intelligentes, sous l'effet des crises aiguës (épidémie, guerre, effondrement écologique). En moins de vingt ans, nos pires craintes d'une société de restrictions de liberté sont devenues réalité.

L'été sera sec. Les nappes phréatiques sont à des niveaux historiquement bas et les températures à des niveaux record. On s'y habitue ; la situation empire d'année en année. Tout comme on s'habitue au traitement technologique de la catastrophe, précisément celui que nous avons tenté d'anticiper et de décrire avec exactitude ces dernières années : une société de restrictions, un technototalitarisme, la sélection de « bons » et de « mauvais » citoyens (le nouvel ennemi).

Les infrastructures numériques et physiques mondiales convergent. Nous dotons de puissance de calcul des objets que nous n'aurions jamais considérés auparavant comme des ordinateurs. En réalité, presque tout – une personne, un objet, un processus ou un service, pour une organisation, publique ou privée, grande ou petite – peut acquérir une conscience numérique et s'intégrer à un réseau.

Sans même avoir demandé à « devenir numériquement conscients » ou à « intégrer un réseau », la technocratie nous y contraint. Pour ceux qui détiennent le pouvoir et leurs ingénieurs, une masse de personnes connectées à la machine centrale – prisonnières de ses réseaux électroniques – est plus facile à contrôler, à surveiller et à contraindre ; elle facilite la manipulation de cette masse, c'est la douce dictature de la numérisation.

Gestion automatisée du comportement

Dans les villes intelligentes, les habitants sont incités à télécharger des applications pour enregistrer leurs habitudes : utilisation des transports en commun, consommation d'énergie, recyclage, fréquence des amendes, etc. Combien de temps faudra-t-il avant que cela ne devienne une obligation, justifiée par n'importe quel prétexte sanitaire, environnemental ou climatique ? Grâce à la collecte de toutes ces données, le « système de crédit social » chinois se répand discrètement en Europe. Ce système attribue des points pour les « bons comportements », donnant droit à des réductions sur les transports ou les activités culturelles, comme c'est déjà le cas dans certaines villes italiennes, ou comme le font diverses compagnies d'assurance pour l'octroi de prêts ou d'assurances. Certaines compagnies d'assurance refusent déjà la couverture en fonction des données de la « vie numérique » de leurs assurés, et des banques refusent des prêts en fonction du comportement révélé par cette même « vie numérique »... Un système de récompenses pour les cobayes. On aboutit ainsi à une gestion automa-

tisée des comportements.

Il s'agit de la contrainte électronique : façonner les comportements individuels et collectifs en fonction des besoins de la Machine et de l'état des ressources, par le biais du contrôle des réseaux informatiques. Ceux qui nous disaient « nous n'en sommes pas encore là » n'ont peut-être pas fait le lien avec le carnet de vaccination de 2021 et son code QR qui distingue les bons des mauvais citoyens. Son adoption sans discernement par la majorité de la population a préparé les esprits à son extension. Dans un état d'urgence permanent, les outils testés pendant la crise sont voués à s'enraciner.

Les technocrates s'inspirent de la Chine, qui a lancé son « Plan directeur pour la mise en place d'un système de crédit social » en 2014. Il est notoire que les citoyens chinois sont évalués en temps réel grâce au suivi électronique de leurs activités : géolocalisation, reconnaissance faciale et analyse de données massives. Les bons élèves bénéficient de réductions, comme à Rome et à Bologne. Ceux qui ne respectent pas les règles (défaut de paiement d'impôts, refus de s'isoler ou de porter un masque, crachats dans la rue, franchissement de feux rouges, critiques du régime, etc.) sont fichés et privés du droit de voyager, d'accéder au crédit, à certains emplois, au logement et aux loisirs. Leurs photos sont affichées sur des écrans géants, les désignant du doigt pour la mise en œuvre de nouvelles mesures restrictives.

À l'instar du virus, la guerre accélère la gestion numérique de l'ordre public. En Ukraine, une application (nommée Diia) a été enrichie d'une fonction « ennemi électronique » permettant à tout citoyen de signaler à l'armée l'avancée et les actions des troupes russes. Pratique. De même, le ministère ukrainien de la Défense utilise un logiciel de reconnaissance faciale de Clearview AI, une entreprise américaine financée par le transhumaniste Peter Thiel, pour identifier les réfugiés, les morts et les soldats russes. Clearview AI collecte des photos sur tous les réseaux pour alimenter son immense base de données et ainsi « identifier tout le monde ». Les profiteurs n'ont pas laissé passer l'occasion d'une guerre pour étendre leurs réseaux numériques. Les Russes font probablement de même. Mais il ne fait aucun doute que la Palestine est le laboratoire où la start-up israélienne teste tous ses logiciels d'IA pour la reconnaissance faciale et l'analyse des mouvements, ainsi que des « armes intelligentes » qu'elle vend ensuite lors des principaux salons de l'armement, avec la garantie qu'elles ont été testées sur de vraies populations, avant d'être proposées à tous les États du monde. Nombre d'entre eux commettent le même génocide qu'Israël, comme c'est le cas pour l'Inde au Cachemire.

C'est pourquoi les phases aiguës de la crise actuelle sont si précieuses pour les technocrates. Rappelons le rapport

« Crises sanitaires et outils numériques » publié par la Délégation aux études prospectives du Sénat en juin 2021, et ses propositions novatrices :

Plus la menace est grande, plus les sociétés seront disposées à accepter des technologies intrusives et des restrictions accrues à leurs libertés individuelles, ce qui est logique. [...] Dans les situations de crise les plus extrêmes, les outils numériques pourraient permettre un contrôle efficace, global et en temps réel du respect des restrictions par la population, assorti de sanctions dissuasives si nécessaire, et fondé sur une utilisation encore plus abusive des données personnelles. [Le pas décisif vers une identité numérique universelle et obligatoire n'a pas encore été franchi [...]].

Nous y travaillons. Le modèle des sénateurs est l'Estonie, « pionnière européenne de l'administration en ligne ». C'est le rêve de tout ingénieur : 96 % des démarches administratives s'effectuent en ligne (vote, dépôt de plaintes, consultation des bulletins scolaires ou des dossiers médicaux, déclaration des naissances et des décès, etc.). La plupart des citoyens possèdent une identité numérique. Le système est vertueux car chacun peut voir qui ou quelle administration a accédé à quelles données dans son « espace personnel ». Les sénateurs échange-

raient volontiers leur mandat contre un smartphone.

Les services publics étaient initialement conçus comme des « applications », disponibles sur une plateforme telle que l'App Store ou Google Play, où chaque utilisateur possède un identifiant unique.

A suivre



Reterritorialisation et absolutisme



Les oligarques technologiques exigent un pouvoir absolu et leur propre territoire – libre de toute limitation légale et législative –, ce qui leur permet d'exercer une souveraineté sur tous et sur tout.

Mais la souveraineté revendiquée par les géants de la technologie ne s'accorde pas avec les politiques institutionnalisées de simulation normative qui régissent traditionnellement les démocraties libérales. Elle ne s'accorde pas non plus avec la théâtralité promue par les observatoires critiques et autres plateformes de « régulation et de transparence » émanant de la soi-disant « société civile », qui prétendent protéger les utilisateurs du « collier électronique ». Elle s'accorde encore moins avec la déterritorialisation imposée par le capitalisme mondial intégré (CMI). Le progrès souverain des technologies exige des États forts qui, au nom du protectionnisme, promeuvent la suppression des limitations constitutionnelles et la subjugation de toutes les institutions, y compris les tribunaux, les parlements et les organismes de réglementation. En d'autres termes : reterritorialisation et absolutisme.

Dans ce contexte, il est opportun de rappeler les arguments en faveur de la souveraineté de l'IA récemment avancés par Peter Thiel et son associé Alex Karp. À travers un manifeste concis en neuf points intitulé « Notre vision de l'importance de la souveraineté dans l'intelli-

gence artificielle », ces techno-oligarques ont réintroduit le discours schmittien dans le débat public. Dans ce texte publié sur le réseau social X le 1er juillet dernier, ils ont exposé l'idéologie de leur entreprise (Palantir) et leur rejet catégorique de ce qu'ils appellent la « technopolitisation », écartant d'emblée tout débat politique autour des nouvelles technologies – débats qui, selon Thiel et Karp, ne font que limiter « la capacité d'agir, notamment sur le champ de bataille, en Occident ».

Avec l'accélération technologique et l'incertitude grandissante de l'ère post-pandémique, la déterritorialisation capitaliste imposée par le Forum économique mondial durant les trois dernières décennies du XXe siècle a pris fin. La « mondialisation » serait immédiatement supplantée par un capitalisme de puissance se reterritorialisant en recourant au nationalisme économique adopté par la grande majorité des dirigeants de l'ère populiste dans leur quête de « souveraineté ».

Dans les démocraties libérales, si les lois et les règlements ne sont pas immuables, leur évolution naturelle accompagnant la révolution technologique en cours, une certaine inertie persiste, fondée sur l'« État régulateur », qui ralentit et, d'une certaine manière, entrave la frénésie technoscientifique et l'exercice absolu du pouvoir. Avec leur logique institutionnelle, aussi éloignée que possible de la « souveraineté populaire » et de la «

tentation totalitaire des masses », les « démocraties res-treintes » ont freiné le développement sans entrave des nouvelles technologies en renforçant la séparation des pouvoirs. À l'inverse, avec les régressions politiques et sociales engendrées par la montée des régimes popu-listes, ces obstacles mineurs disparaissent et le pouvoir absolu se consolide comme l'instrument idéal de la bar-barie technofasciste du XXI^e siècle.

Les technologies servent leurs propres intérêts. D'où la déréglementation technologique croissante et le renfor-cement du pouvoir du duo techno-seigneurs-autocrates. Ce besoin est réciproque. Sans dirigeants autocratiques prêts à défier l'ordre constitutionnel, à enfreindre toutes les règles et à imposer leur volonté sans hésitation, l'expansion infinie des géants de la tech est impossible. Ces derniers exigent non seulement un territoire sans obstacles, comme le prône le technonationalisme, mais aussi un financement public généreux pour leurs inves-tissements de plusieurs milliards de dollars dans les in-frastructures énergétiques. Et inversement, sans le sou-tien des techno-seigneurs – qui alimentent le complexe militaro-industriel et assurent la surveillance psychopo-litique, l'analyse des données et la prévision comporte-mentale – l'autocratie à laquelle aspirent les populistes pour exercer pleinement un absolutisme géopolitique ne peut se réaliser.

Ceci explique la montée en puissance des monarques populistes ces vingt dernières années, sur fond de ré-gressions politiques et d'innovations technologiques disruptives visant à accélérer l'instauration d'un nou-veau régime totalitaire grâce aux logiciels et à l'intelli-gence artificielle. De fait, il est indéniable que les diri-geants populistes – les monarques du XXI^e siècle – ont (sans exception) exploité ces technologies. Sans conteste, leur pratique la plus connue est la mainmise sur l'espace numérique, où ils concentrent toute la force de leur pou-voir, dictant les sujets de conversation grâce à des fermes de bots. Par le biais de mêmes viraux et de deepfakes, ils diffusent des slogans à une vitesse et avec un impact fulgurants, s'emparant ainsi du contrôle (absolu) du dis-cours public.

La fusion du pouvoir étatique et des infrastructures hypertechnologiques a rendu possible – au nom de la « souveraineté » – le contrôle social par la transformation des « données brutes » en cibles de surveillance et de répression. L'alliance entre les grands États et les géants de la tech, telle que décrite par Asma Mhalla, a donné naissance à un nouveau Léviathan – différent de celui de Hobbes – à deux têtes. L'une est incarnée par la souve-raineté de l'État impérial, qui tire une grande partie de son pouvoir des géants de la technologie, et l'autre par une forme de « souveraineté privée » résidant dans l'aris-tocratie technologique et son agenda idéologique tota-lisant. Ce monstre du XXI^e siècle, le Léviathan à deux

têtes, comme le nomme l'essayiste franco-tunisienne, a engendré la nouvelle grammaire d'un pouvoir hybride, un pouvoir technopolitique, dirigé par une élite techno-logique qui maîtrise des hypertechnologies captivantes et une poignée de dirigeants politiques.

Bien qu'il soit souvent affirmé que le terme « populiste » sert de fourre-tout à englober une grande variété de diri-geants, de partis et de mouvements divers, hétérogènes et contradictoires, de nombreuses preuves démontrent le contraire. En réalité, elles corroborent leur homogénéité et l'existence de réseaux interconnectés au sein d'une sorte d'Internationale populiste. Il suffit de consulter le vaste corpus de connaissances spécialisées accumulées ces dernières décennies – dans une perspective libérale et marxiste – en sciences sociales et en sciences poli-tiques pour identifier le dénominateur commun de cette tendance autoritaire. Ceci déconstruit d'emblée les dis-tinctions artificielles entre populismes de « gauche » et de « droite » et révèle son essence fourre-tout, démon-trant sa capacité à s'adapter à tout engagement politique.

Nous régressons du « pacte démocratique » à la restaura-tion du « pacte absolutiste ». L'ancienne « classe ouvrière », séduite par la nouvelle utopie technologique, a donné son consentement a priori par le biais du vote populaire, sous l'influence psychopolitique de l'IA.

En réalité, l'IA a placé la domination « en position d'influencer notre comportement en deçà du seuil de la conscience »

Gustavo Rodríguez



Technologie et liberté : une perspective anarchiste

Contrairement aux courants romantiques qui rejetaient l'industrialisation massive, l'anarchisme a développé une vision à la fois critique et constructive. Pour ses théoriciens, la technologie n'était pas un ennemi en soi, mais un outil susceptible d'être réapproprié et politiquement redéfini. Au lieu de la rejeter, il s'agissait d'intervenir dans son développement et sa gestion, en l'orientant vers des fins émancipatrices.

Cette perspective anarchiste est particulièrement utile pour analyser la situation actuelle de l'intelligence artificielle. De même que les usines du XIXe siècle concentraient le pouvoir entre les mains de quelques industriels, les grandes entreprises technologiques monopolisent aujourd'hui les algorithmes, les données et les systèmes d'IA.

Les questions posées par Proudhon, Bakounine ou Kropotkine restent pertinentes : comment démocratiser l'accès à la technologie ? Comment en faire un instrument de liberté plutôt qu'un mécanisme de contrôle ?

Anarchisme et technologie : leçons pour le présent

La pensée anarchiste classique offre au moins trois leçons clés pour le débat actuel sur l'IA :

1. **Propriété collective de la technologie** : De même que les usines devraient appartenir aux travailleurs, les systèmes d'IA devraient être transparents, auditables et gérés démocratiquement. La propriété collective des algorithmes implique également un contrôle communautaire des données.

2. **Savoir ouvert** : le savoir technique ne doit pas être le monopole d'une élite technocratique. Les initiatives d'IA open source, telles que Hugging Face ou LAION, incarnent le principe du partage des connaissances comme bien commun.

3. **Décentralisation** : Contrairement aux modèles centralisés et hiérarchiques, l'anarchisme promeut des réseaux distribués, résilients et participatifs. Cette philosophie se reflète dans des pratiques telles que les logiciels libres et les systèmes pair-à-pair, qui privilégient la collaboration horizontale.

Une intelligence artificielle anarchiste est-elle possible ?

Évoquer la possibilité d'une « IA anarchiste » peut sembler, à première vue, contradictoire ou provocateur sur le plan conceptuel. Comment une technologie sophistiquée, fondée sur des systèmes formels et l'automatisation, pourrait-elle incarner des valeurs telles que l'auto-

gestion, l'égalité ou la liberté ? Cette question nous oblige cependant à repenser à la fois le sens de l'anarchisme au XXIe siècle et les conditions techniques et sociales dans lesquelles se développent les technologies émergentes.

La plupart des systèmes d'IA actuels sont conçus dans des environnements profondément hiérarchisés : grandes entreprises, laboratoires publics ou conglomerats privés. Ces environnements répondent à des intérêts économiques, militaires ou de surveillance, ce qui les éloigne de tout idéal libertaire. Cependant, il existe des principes techniques et philosophiques qui pourraient guider la création d'une IA conçue selon une logique différente : ouverte, décentralisée, coopérative et éthique.

Caractéristiques d'une IA anarchiste

Une intelligence artificielle anarchiste n'impliquerait pas l'existence d'une technologie dotée de sa propre idéologie, mais plutôt une approche de conception et de gouvernance alignée sur les principes anarchistes. Cela impliquerait :

- **La décentralisation** : l'IA ne devrait pas être sous le contrôle exclusif des entreprises, des États ou des institutions, mais distribuée au sein de réseaux ouverts avec des mécanismes de prise de décision collective.
- **La transparence et l'ouverture** : les algorithmes, les données et les modèles devraient être publics, compréhensibles et modifiables par toute personne ou communauté intéressée.
- **L'autogestion** : la technologie devrait répondre aux besoins spécifiques des communautés locales, et non à la logique du profit ou du contrôle étatique.
- **Une éthique d'entraide** : l'IA devrait viser à favoriser la collaboration, l'apprentissage collectif et la résolution conjointe de problèmes, plutôt qu'à remplacer ou à asservir les êtres humains.

Concevoir une IA fondée sur ces principes implique de repenser la relation entre les humains et les systèmes automatisés. L'IA ne doit pas se substituer à la pensée humaine, mais plutôt constituer un prolongement coopératif de nos capacités cognitives et organisationnelles. Les décisions clés – de la définition du problème à l'évaluation des résultats – doivent être prises de manière délibérée, avec une participation horizontale et inclusive.

Par ailleurs, le développement d'algorithmes interprétables et explicables est fondamental, car il nous permet de comprendre le processus décisionnel. C'est la seule

façon pour l'IA de devenir un outil au service de la collectivité, et non un nouvel oracle technologique auquel serait déléguée une responsabilité morale ou politique.

Obstacles à une IA anarchiste

Malgré son potentiel transformateur, l'idée d'une IA anarchiste se heurte à de multiples obstacles :

- Économiques : l'entraînement de modèles avancés exige des infrastructures coûteuses, comme des supercalculateurs et d'importants volumes de données, ce qui limite l'accès aux acteurs non privés.
- Politiques : les États et les grandes entreprises ont des intérêts stratégiques à maintenir le contrôle de l'IA, car elle représente une source de puissance économique, sociale et militaire.
- Philosophiques et éthiques : certains critiques affirment que toute technologie tend à reproduire les hiérarchies du système qui la produit. De ce point de vue, une IA véritablement anarchiste semblerait irréalisable. Cependant, cette objection peut s'appliquer à tout outil technique : la question cruciale n'est pas de savoir si l'IA

possède une idéologie, mais qui la conçoit, selon quelles valeurs et à quelles fins.



Le techno-fascisme se caractérise par divers traits

On a déjà parlé à plusieurs reprises du techno-fascisme et de la conquête du pouvoir politique par certains géants de la « tech ». Après avoir flirté pour certains avec un peu d'écologie, un peu de démocratie... les élites de la Silicon Valley se sont convertis à des programmes politiques autoritaires. Maintenant, après avoir fait allégeance à Trump, elles méprisent la démocratie et l'humain. Elles condensent les pouvoirs et ne veulent rendre de compte à personne. Elles sont libertariennes dans le plus mauvais sens du terme. Elles mettent leur savoir-faire à la disposition d'entreprises guerrières et de surveillance généralisée. Elles deviennent les chantres de l'anti-humanisme et les enfants de Big Brother, en pire. Nous tendons ainsi vers une nouvelle configuration sociopolitique fascisante avec des moyens techniques et numériques qui jusqu'ici n'avaient jamais eu d'égal. Nous assistons à l'émergence d'un fascisme d'un genre nouveau et cette nouvelle donne va mériter des analyses pertinentes afin que notre camp social puisse réagir rapidement et trouver la parade à ce qui se dessine sous nos yeux : un totalitarisme new-look. Nous connaissons les fascismes brun et rouge, nous entrons depuis quelque temps dans l'ère du techno-fascisme.

Ce techno-fascisme se caractérise par divers traits. D'abord il rejette toute responsabilité sociale en tant que telle, et ses objectifs économiques peuvent être atteints sans se soucier le moins du monde du coût humain qu'ils engendrent. Individualiste-égoïste dans sa nature,

rien n'indique qu'il ne se convertisse pas au « collectivisme » si cela sert ses intérêts pourvu qu'il garde le self contrôle de ses activités sans interférence aucune, ni de tiers ni de l'Etat. Le techno-fascisme hait les syndicats et toute organisation visant à restreindre son pouvoir et sa liberté d'entreprendre. Il fera tout pour les minorer et les empêcher d'intervenir ou de débattre. De surcroît, contrairement aux idées reçues, le techno-fascisme ne veut pas la suppression de l'Etat, au contraire il veut s'en emparer autoritairement pour lui enlever toute fonction sociale, redistributive, protectrice... mais entend conserver les pouvoirs régaliens donc les pouvoirs coercitifs à l'encontre de ceux et celles qui voudraient remettre en cause leur ordre établi. Pour les adeptes du techno-fascisme, il n'y a pas de place pour les faibles, pour les personnes qui ne produisent pas assez en fonction des priorités économiques fixées. On n'est pas loin de l'eugénisme économique, loin de nos concepts de dignité humaine. On se retrouve dans l'optique du peuple élu voire plutôt de quelques cercles d'élus.

La masse des travailleurs se retrouvera dans un fatras dépersonnalisé et généré par des algorithmes où la notion du temps devient intemporelle. Pendant ce temps, l'élite autoproclamée entend libérer l'être humain de ses chaînes biologiques : prolongation de la vie voire projet d'immortalité, amélioration biologique, conscience numérique... Ce transhumanisme permet aux « élus » d'échapper entièrement à la condition humaine.

Parallèlement, l'élite techno-fasciste contrôle toute l'information par une manipulation algorithmique inaccessible au commun des mortels: l'individu lambda ne sait plus ce qui a été supprimé, atténué ou amplifié, ni selon quelle logique. Les objectifs de l'élite sont gardés secrets donc non divulgués ce qui finalement accentue la traditionnelle censure celle qui rend obligatoire la conformité et supprime toute dissidence. C'est une autre manière de garder le pouvoir et de consacrer l'État totalitaire.

Le techno-fascisme surveille les individus (façon Big Brother) et transforme cette surveillance en données, ce qui est plus ou moins nouveau.

Au final l'élite techno-fasciste cherche à la fois à extraire les données personnelles des gens qui constituent la matière première de son pouvoir économique et politique pour modeler la société selon une vision exclusive. Bref, connaître, suivre et analyser les actions et les habitudes des individus en ligne pour mieux les cerner et les manipuler. Tout ce qui touche au désir, au relationnel, goûts, aux idées... sont scrutés à la loupe afin d'accentuer le contrôle social ce qui permet d'éliminer la dissidence.

Le techno-fascisme engendre une culture esthétisée mais générique et finalement aseptisée qui continue la société du spectacle actuelle transformant petit à petit la politique en une forme de religion politique où les slogans font figures de théorie politique sans vision ni réflexion critique. Seuls comptent les indicateurs d'engagement qui retiennent l'attention.

Il entend supplanter l'espèce humaine en utilisant une Intelligence Artificielle qui rendrait l'intelligence humaine inutile et dépassée. Ce qui induit le contrôle de l'espèce humaine jusqu'à un niveau jamais atteint auparavant, ni dans les faits ni en rêve.

Ces propos et constatations sont bien pessimistes. Pour autant deux systèmes politiques peuvent altérer puis contrecarrer le techno-fascisme : la démocratie et l'anarchisme.

La démocratie car elle a une longue expérience du pouvoir et de nombreuses personnes lui font encore confiance, même si elle perd de son crédit d'année en année. C'est un système que l'on connaît et qui est certainement « moins pire » que celui que nous proposent les Elon Musk et consorts.

L'anarchisme parce que notre philosophie repose sur l'humanisme libertaire et l'entraide. Nous sommes synthésistes et notre individualisme anarchiste permet de ne pas se soumettre aux diktats d'une I.A. qui est utilisée de plus en plus pour isoler les individus. Ce que les politiciens font en divisant pour mieux régner, l'I.A. est capable de l'accentuer et de s'adapter à chaque mouvement

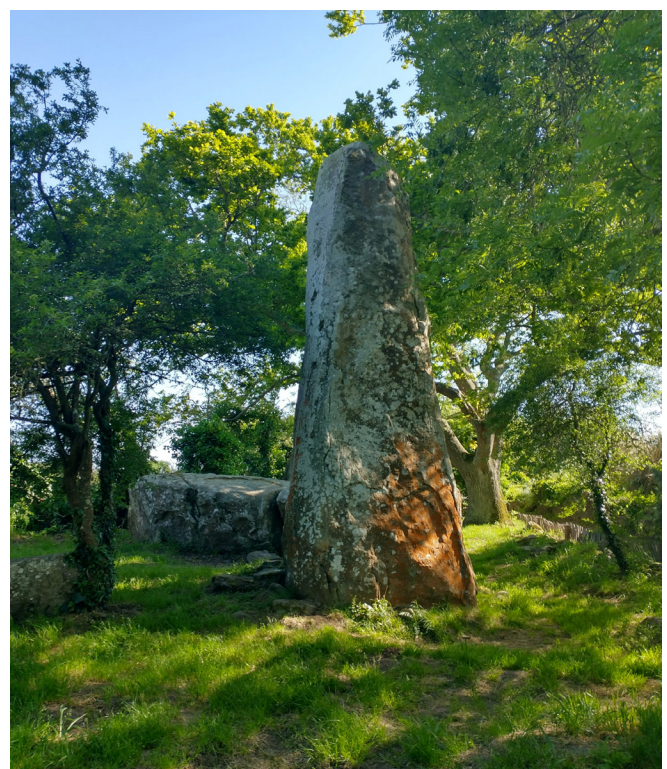
de menton d'individus qui tenteraient de se regrouper pour former une coalition et s'opposer au techno-fascisme.

L'individu possède une éthique, ce dont semble dépourvu l'élite techno-fasciste. Les anarchistes ne sont pas démunis de moyens d'action pour lutter contre ce nouveau fléau politique que représente le techno-fascisme. Les luttes pour l'émancipation et la liberté sont intemporelles et portées par notre courant de pensée depuis des décennies voire des siècles. La transformation personnelle s'effectue en accord avec notre éthique. C'est toujours d'actualité et autant subversif qu'il y a un siècle et demi.

Goulago (GLJD)

PS : un philosophe suédois posait la question suivante : « Qu'advierait-il si un gouvernement exerçait un contrôle total sur l'I.A., démultipliant les pouvoirs dont il dispose déjà ? »

On en revient toujours à l'éternelle question de l'utilisation qui est faite de la science, des progrès technologiques et numériques... Une Intelligence Artificielle au service de la médecine ne peut être que bénéfique aux patients. Une I.A. pour le contrôle social et celui de nos vies, en étant au service de la censure, de la propagande d'extrême-droite etc. serait une ennemie jurée. Une I.A. qui permet déjà de cibler davantage d'ennemis sur un champ de bataille et qui permettrait de neutraliser toute défense nucléaire (soi-disant dissuasive) serait la porte d'entrée à un gouvernement mondial techno-fasciste. Napoléon et Hitler en avaient rêvé... Heureusement, ils ont échoué...



Présidentielle de 2027

Que dire de cette multitude de candidatures à cette future élection. Trois candidats semblent pour l'instant pouvoir se qualifier pour le deuxième tour : Bardella, Edouard Philippe et Mélenchon.

Bardella parce que l'implantation du R.N. continue et que cette formation politique possède un solide groupe de députés et a réussi à mailler le territoire d'élus, notamment dans le monde rural.

Edouard Philippe car un deal avait été passé avec Macron lors de l'accession de ce dernier pour un deuxième quinquennat. Attal va tenter sa chance pour exister et peser à la présidentielle mais il a déjà fait savoir qu'il se retirerait si Edouard Philippe était le mieux placé des deux. Et Retailleau ne pèse pas bien lourd dans l'équation. Il ne peut prendre le risque de laisser Mélenchon se qualifier pour le deuxième tour.

Enfin Mélenchon car il possède aussi un solide groupe parlementaire et une expérience politique que ses concurrents à gauche n'ont pas. Et cette dernière est tellement divisée que personne n'émerge dans ses rangs pour concurrencer le leader insoumis qui cherche maintenant à rassembler autour de sa candidature.

Va se poser ainsi la question du vote utile au premier tour. Si Edouard Philippe est reconnu comme le seul à pouvoir battre Bardella au second tour, il n'est pas exclu que de nombreux militants et sympathisants de gauche votent pour « le libéral » afin de jouer aux castors et faire barrage. Et cela permettrait aussi de refonder l'avenir sans Mélenchon qui joue sa dernière présidentielle.

La gauche a-t-elle vraiment envie de gouverner ? Rien n'est moins sûr. L'endettement de la France est abyssal et cela promet de futures coupes franches dans les services publics, les retraites... Avec la guerre en Ukraine qui s'éternise, le conflit au Moyen-Orient qui s'enlise et engendrera des difficultés économiques à moyen terme même si la guerre s'arrête bientôt. Avec une loi de programmation militaire qui va obérer les budgets et besoins sociaux sur plusieurs années. Avec une jeunesse qui risque de se rebeller car elle se paupérise, ne trouve pas à se loger etc. Avec un réchauffement climatique qui va coûter de plus en plus cher : mortalité, inondations, sécheresses (incendies, perte de productivité agricole...). Avec une Intelligence Artificielle qui n'est pas suffisamment prise en compte tant sur le plan technique qu'éthique. Avec des systèmes de protection des données obsolètes et inefficaces... Avec des inégalités sociales qui se creusent et vont devenir insupportables.

Alors est-ce une raison pour voter, ce qui semblerait de-

venir l'alpha et l'oméga de nombre de militants y compris chez les libertaires. Pour éviter le pire ? Les anarchistes seraient-ils sans projet, sans idées pour laisser place nette aux politiciens ? Eh bien, non ! Nos idées ne sont pas obsolètes.

Le principe fédéral, base organisationnelle de l'anarchisme

En alternative à l'organisation hiérarchique, homogénéisante et de classes des États-nations, l'anarchisme a proposé dès ses origines le principe fédéral, fondé sur la libre union de régions répondant aux besoins et aux aspirations des peuples, caractérisée par la diversité et le droit à la dissidence.

Des penseurs classiques comme Proudhon, Bakounine et Kropotkine ont déjà esquissé un programme fédéraliste moderne, qui demeure aujourd'hui encore au cœur de la théorie anarchiste. Et malgré les affirmations contraires, qui accusent l'anarchisme d'être une idée dépassée, ces propositions étaient en avance sur leur temps, anticipant ce qui allait devenir la tentative d'unification de l'Europe. Au XIXe siècle, l'idéal nationaliste semblait prévaloir, avec les conséquences terribles du XXe siècle (fascisme, totalitarisme, conflits mondiaux, génocides...), mais des penseurs clairvoyants comme les anarchistes ont offert une alternative fédéraliste. Malheureusement, ils étaient méprisés aussi bien par la gauche que par la droite, s'accrochant obstinément au centralisme, à l'autoritarisme et au nationalisme.

Comme chacun sait, Proudhon fut le premier à consacrer une partie de son œuvre à un programme fédéraliste, en alternative au centralisme qui engendrait une terrible machine administrative, étouffant la liberté dans les nations européennes. Malgré les terribles problèmes qui continuent d'affliger l'humanité au XXIe siècle, cette vision fédéraliste et libertaire remporte une victoire morale, car le danger que Proudhon avait prédit s'est concrétisé dans de nombreux pays du monde, même ceux qui, a priori, sont organisés selon un modèle fédéral. Les êtres humains, pris dans la masse d'une machine administrative, se comportent souvent de manière insensée, capricieuse et violente. Cependant, confrontés à une réalité concrète, au sein d'un groupe spécifique où la diversité, une véritable solidarité et des caractéristiques distinctes peuvent coexister, une plus grande responsabilité et une résistance accrue à l'uniformité et à l'autoritarisme peuvent émerger.

La société dans laquelle nous voulons vivre doit être fondée sur la diversité, et non sur l'uniformité. Bakounine, pour sa part, pressentait l'horreur des conflits entre États-nations modernes, qui culminèrent en deux guerres

mondiales majeures, ainsi que la bureaucratisation et la dictature de la doctrine marxiste, vers lesquelles la révolution bolchevique dégénéra. Son ouvrage, *Fédéralisme, socialisme et antitéléologisme*, compile les différents points du congrès de Genève de la Ligue pour la paix et la liberté. Ces points préconisent une union des nations européennes pour prévenir les guerres entre les peuples, mais l'organisation politique ne doit plus être l'État en raison de son inégalité intrinsèque. Ainsi, une confédération internationale est nécessaire, au sein de laquelle les pays membres s'engageraient à ne plus reconstruire leurs anciennes organisations, fondées sur la violence et l'autorité, afin de créer des organisations reflétant les intérêts, les besoins et les aspirations des peuples. Celles-ci seraient basées sur la libre association, selon le principe du fédéralisme, mais Bakounine se réservait également le droit à la sécession pour prévenir toute tentation centralisatrice et autoritaire.

Kropotkine, à travers ses expériences pratiques et ses travaux théoriques, a établi un lien entre le fédéralisme du XIXe siècle et la géographie régionale du XXe siècle. Lors de ses premiers voyages, il a observé comment l'empire tsariste, avec son système administratif centralisé et monstrueux, étouffait toute tentative d'amélioration locale dans les provinces orientales. Il était convaincu que l'avenir des provinces composant l'empire russe résidait dans une vaste fédération d'unités indépendantes, sans autorité centrale. En Europe occidentale, Kropotkine fut également fasciné, en Suisse, dans le Jura, par les communautés d'artisans indépendants, tels que les horlogers. Un exemple de liberté spontanée, sans autorité ni direction,

où les travailleurs agissaient selon leur propre intérêt, que Kropotkine cherchait à généraliser pour transformer la société. L'importance du régionalisme et de l'anarchisme est indéniable, et il convient de mentionner Élisée Reclus à cet égard. Selon Reclus, les territoires ne sont pas de simples objets d'étude, mais le fondement d'une reconstruction complète de la vie politique et sociale.

Ce mouvement anarchiste, qui s'est développé à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, était en avance de plusieurs décennies sur les visions urbanistiques plus récentes. Son principal objectif était d'alerter sur la nécessité d'une perspective régionale et fédérale pour résoudre les problèmes de l'Europe, ce qui aurait pu prévenir l'émergence des États-nations et leurs terribles conflits du XXe siècle. Aujourd'hui, en alternative à l'Union européenne étriquée, où prévalent les décisions des nations les plus puissantes et qui est soumise aux marchés financiers, une Europe des régions pourrait voir le jour. Dans cette Europe, comme l'envisageait Bakounine, l'autorité de l'État pourrait être remplacée par la fédération libre des individus et des communautés. Les idées anarchistes continuent de s'articuler autour de ce principe fédéral, car les États-nations, avec leurs gouvernements, leurs structures de classes et leurs bureaucraties, sont considérés comme un obstacle à cette union possible des régions où une transformation sociale a été réalisée.

Bien entendu, cette perspective du fédéralisme libertaire sera complétée par des projets plus concrets notamment au niveau de la production, de la répartition et de la distribution. (A suivre)

L'anarchie comme concept politique

Si l'anarchie consiste en la construction d'un espace politique non hiérarchique, qui vise l'autonomie de la communauté humaine et une conception large de la liberté incluant l'égalité entre tous ses membres, elle peut toujours constituer une tâche inachevée ; l'anarchisme, au contraire, constitué de méthodes et de paradigmes divers, adopte des formes diverses selon le contexte culturel, mais est en permanence subversif par rapport à l'ordre établi (y compris une société avec de fortes doses de liberté et d'égalité).

La liberté au sein d'une société anarchiste se caractériserait par la fin du paradigme coercitif, c'est-à-dire de l'idée de « juste domination », selon les termes d'Eduardo Colombo, que présuppose l'État démocratique moderne. L'autre caractéristique principale de la liberté anarchiste serait son affinité avec un ensemble de valeurs où l'égalité est une condition nécessaire. Si l'on considère la liberté comme une construction sociale historiquement déterminée, il s'agirait du rejet anarchiste d'une conception statique qui précéderait une force créatrice et novatrice.

C'est ce que signifie la célèbre formule de Bakounine : « La passion de détruire est aussi une passion créatrice. » Par conséquent, les anarchistes rejettent l'État, entité coercitive distincte de la société ; ils rejettent le paradigme commandement-obéissance ; ils considèrent la liberté comme une construction historique ; et ils nient l'existence d'une conception de la liberté antérieure à la société politique. Comme on le sait, les libéraux considèrent la liberté individuelle comme antérieure à la société politique, et que la coexistence n'est possible que par le biais du contrat ou du pacte social, grâce à l'établissement du pouvoir politique. Il s'agit d'une justification de l'existence de l'État, du paradigme de la domination juste, fondée sur le dogme d'une prétendue condition préalable de l'être humain.

Au contraire, les anarchistes, comme l'affirmait déjà Bakounine, estiment que l'idée de liberté naît uniquement au sein de la société, et que sa réalisation constitue le but ultime. Seule la communauté humaine, par son histoire et la société qu'elle engendre, peut donner naissance à la liberté. Ni les dieux, ni la nature, ni aucune entité abs-

traite : c'est le collectif humain qui s'octroie ses propres règles. Comme le dit Eduardo Colombo, l'anarchisme, et son objectif d'instaurer l'anarchie, représente une rupture radicale avec l'hétéronomie, avec toute règle émanant d'une instance extérieure à la société. L'anarchie implique donc « la figure d'un espace politique non hiérarchique, organisé pour et par l'autonomie du sujet d'action » (l'être humain). Bien sûr, si nous sommes véritablement anarchistes, la construction de l'anarchie, de cet espace politique anti-autoritaire, restera toujours une tâche inachevée. Si libre et égalitaire que soit une société, l'anarchiste se doit d'être un transgresseur, un subversif de l'ordre établi, au nom d'un horizon plus libertaire. Ne nous méprenons pas non plus sur cette conception socio-historique de la liberté anarchiste. L'anarchisme n'a pas une vision sacrée ou déterministe de l'histoire ; il n'est ni « historiciste », ni ne croit à aucune téléologie. L'histoire n'a pas de finalité, c'est pourquoi nous avons l'obligation d'adopter une approche critique et de travailler à une réalité anarchiste dans le présent.

L'anarchie ne sera possible que si les êtres humains désirent la construire ; il nous faut donc œuvrer à cultiver la conscience qui alimente une volonté révolutionnaire. Il est possible que chaque lutte contre le pouvoir, à travers l'histoire, ait porté en elle un souffle de liberté, mais il est essentiel de se souvenir que seul l'anarchisme, né à un moment historique précis, fruit de la lutte d'innombrables personnes pour mettre fin à l'exploitation et à la domination, représente cette rupture radicale avec l'hétéronomie (avec toute forme de pouvoir ou d'autorité coercitive). L'anarchisme est indéniablement né en Occident, trouvant ses racines principalement dans les Lumières et la Révolution française, mais au fil du temps, il a puisé sa force et son potentiel dans une multitude de cultures et de situations sociales. L'humanité dans son ensemble, à travers la diversité de ses expressions culturelles, peut façonner les idées de liberté. À ceux qui établissent une distinction entre un prétendu anarchisme classique ou moderne et un anarchisme postmoderne, entre théorie et pratique, il convient de rappeler que des penseurs

classiques tels que Proudhon et Bakounine considéraient déjà que l'idée de liberté puisait sa source dans la vie et l'action.

Il n'existe pas un seul anarchisme, même si l'on peut retracer historiquement et idéologiquement une certaine systématisation. Si l'anarchie est l'objectif, de nombreuses voies libertaires et socialistes permettent d'y parvenir ; il est essentiel de garder cela à l'esprit pour éviter tout dogmatisme. Il ne peut y avoir de dogme libertaire, de même qu'il ne peut y avoir d'idéologie unique et juste, et donc aucune idéologie repliée sur elle-même ; nous devons combattre ceux qui revendiquent une quelconque orthodoxie au nom de la diversité et de cette conception subversive permanente. Les idées classiques d'une anarchie idéale ne sont guère convaincantes, car il faut toujours la concevoir comme hétérogène, composée d'éléments très divers et difficilement liés. Malatesta a déjà rompu avec certaines tendances scientifiques au sein de l'anarchisme, qui cherchaient à établir une prétendue vérité libertaire au nom de justifications philosophiques, voire scientifiques. L'anarchisme est fondamentalement une pratique, une réponse éthique aux injustices de toute société. Nous insistons sur le fait que seuls le désir et la volonté du peuple peuvent créer, ou impulser, une société anarchiste. Il est vrai que l'anarchisme semble reposer sur des valeurs non négociables, définies au sens large et apparues à un moment précis de l'histoire, telles que l'action directe, le fédéralisme, l'internationalisme et l'égalité des classes. Cependant, ces principes libertaires semblent avoir persisté à travers l'histoire comme méthodes d'actions très diverses, influencées par le contexte culturel et les paradigmes de chaque époque. Dans le domaine économique, par exemple, le mutualisme, le communisme et le collectivisme font partie de ces paradigmes historiques visant à instaurer la justice sociale. De nouvelles actions libertaires et de nouveaux paradigmes doivent être créés aujourd'hui (et demain).

Capi Vidal

Qui est le plus efficace pour collaborer avec le capitalisme ?

Le néofascisme traite la démocratie libérale comme la démocratie libérale traite l'anarchisme. Par dérision, nous les applaudissons d'avoir enfin goûté à l'amertume qu'ils infligent à l'anarchisme : désinformation et manipulation médiatique, collusion policière avec les néofascistes et perversion du système judiciaire. Certes, ils ne sont pas aussi impuissants que les anarchistes ; ils contrôlent encore une part importante des médias et du pouvoir institutionnel, ce qui rendra leur chute d'autant plus retentissante. Mais ils ont un avantage sur les anarchistes qui dénoncent la droite comme la gauche et rejettent la lutte pour le pouvoir : ils le combattent, ils ne le recherchent pas. Le pire, avec l'arrivée au pouvoir des

néofascistes, c'est que cela se sait – à leurs débuts – mais jamais lorsqu'ils le perdent. Certains analystes prévoient déjà que Trump pourrait déclarer la loi martiale pour éviter les élections et se maintenir au pouvoir. Une possibilité encore plus inquiétante est le déclenchement d'une guerre, justifiant ainsi le maintien au pouvoir indéfini des néofascistes par le report des élections (d'ailleurs, le génocidaire sioniste Benjamin Netanyahu a déjà recours à cette stratégie). L'annulation des élections ne serait pas un problème majeur si elle ne s'accompagnait pas de la répression de toute voix dissidente, d'une dictature pure et simple. Malgré les similitudes, il subsiste des différences quant au degré de liberté entre une démocratie formelle,

avec son appareil constitutionnel régissant la vie sociale, et une dictature pure et simple. Le plus souvent, et dans la plupart des cas, la répression démocratique étatique se limite à marginaliser tout ce à quoi on ne peut se conformer. Les solutions coercitives sont réservées aux événements majeurs et/ou aux principaux mouvements rebelles (Gilets jaunes...). Le seul aspect positif de tout cela est la dégradation du système démocratique fallacieux, hypocrite et, en fin de compte, criminel et que les peuples apprendront à se rebeller par les moyens les plus difficiles mais aussi les plus efficaces : s'organiser horizontalement et en prenant pour références des acteurs extérieurs à la démocratie dénigrée qui, pourtant, tentera toujours de s'approprier leurs luttes.

Dans des situations comme celle que nous vivons, la question du moindre mal se pose immanquablement. En clair, voter pour la gauche est perçu comme un moyen d'empêcher les néofascistes d'accéder aux rênes du pouvoir. Compte tenu de la minorité numérique de l'anarchisme et de ses difficultés à toucher la majorité de la population, ceux qui demandent aux anarchistes de voter ou d'unir leurs voix – qui seraient alors réellement entendues – à celle de la gauche ne font que des promesses en l'air. Mais même si l'anarchisme était un courant social incontournable, aller voter resterait inutile, malgré le mélange de flatteries et d'insultes que la gauche leur adresserait pour les inciter à voter. Nous ne sommes plus en 1936 ; la démocratie libérale et la gauche n'ont rien à offrir à l'anarchisme, et l'anarchisme n'a rien à leur offrir : ils sont incompatibles. La gauche parlementaire cherche à créer un parallèle avec le Front populaire. Logiquement, elle penche pour le moindre mal car le moindre mal, c'est de voter pour elle. Elle fondera une partie de sa campagne et de ses alliances sur cette idée. Elle représente bien plus que la démocratie libérale, qui n'est qu'une coquille vide, même si certains, notamment dans le monde anglo-saxon, la défendent comme un rempart contre les néofascistes. Son sens de la manœuvre est illustré par exemple, par l'attitude du Franco-Espagnol Manuel Navarro-Valls, candidat à la mairie de Barcelone, qui a facilité la formation du gouvernement En Comú Podem. Cet exemple est trompeur, car ses véritables motivations étaient d'empêcher l'arrivée au pouvoir de séparatistes catalans et de les remplacer par la gauche espagnole, mais il suffit à montrer qu'elle peut être l'alliée d'une certaine frange de la gauche.

De plus, la démocratie libérale est vaine car elle et le néofascisme servent les mêmes intérêts économiques – tandis que la rébellion de la gauche n'est que pure démagogie –, intérêts qui choisissent de galvaniser l'un ou l'autre par le biais de leurs médias de désinformation de masse, au gré des aléas de l'histoire et de la réalité progressiste ou réactionnaire qu'ils jugent opportun d'imposer. En réalité, cette querelle amère entre progressistes et réactionnaires occulte la question essentielle : qui est le plus effi-

cace pour collaborer avec le capitalisme ?

L'effondrement du communisme – une fausse option révolutionnaire – a fait basculer tout l'échiquier politique vers la droite. La démocratie libérale s'est proclamée victorieuse de la Guerre froide. Mais cette démocratie libérale débridée, se qualifiant d'étape finale de l'évolution historique – et l'idée que l'histoire soit une évolution est intrinsèquement problématique –, abritait en elle des tendances néolibérales hostiles au consensus social de ce qu'on appelle l'État-providence, et a par conséquent donné naissance à des philosophies ultramontaines. La nostalgie de la démocratie libérale comme aboutissement de l'histoire a engendré une conception néofasciste de la démocratie, comprise comme une doctrine totalitaire : le fondamentalisme démocratique. Pour illustrer ce propos, prenons l'exemple du berceau du fondamentalisme démocratique : les États-Unis. Il suffira de comparer les politiques d'immigration des démocrates libéraux qui ont précédé Trump avec celles de Trump lui-même. Le libéral Obama a expulsé plus de 3 millions d'immigrants, soit 340 000 par an entre « expulsions officielles » et redditions à la frontière. Le nombre exact d'expulsions sous la présidence de Biden, lui aussi « progressiste », est inconnu, mais on l'estime à plus d'un million en seulement quatre ans si l'on prend en compte tous les mécanismes utilisés entre 2020 et 2023 – bien plus que les « expulsions officielles » de l'ICE. Le néofasciste Trump a expulsé entre 1,2 et 1,5 million de personnes durant ses quatre premières années de mandat, soit une moyenne de 300 000 par an, un chiffre qui pourrait atteindre 600 000 en 2025. Pourquoi les médias n'ont-ils pas couvert les politiques anti-immigration des démocrates progressistes ? Quelle est la différence, si ce n'est un degré d'agressivité plus ou moins marqué ? La similitude des chiffres révèle en effet qu'elles ont été tout aussi agressives. La différence entre les crimes de la démocratie libérale et ceux du néofascisme, outre les meurtres et enlèvements de citoyens américains cautionnés par l'État – qui alimentent un climat de guerre civile en flattant le patriotisme d'une partie de la population, consciente que ne pas être un criminel ne suffit plus à échapper au terrorisme d'État (être traité comme un criminel ou une minorité raciale est ce qui trouble le plus la conscience des citoyens) – réside dans le fait que, tandis que le démocrate libéral dissimule ce qu'il présente comme une activité répressive et une atteinte aux droits humains qu'il prétend défendre, un acte honteux à cacher, le néofasciste l'affiche fièrement comme une conséquence intrinsèque de son idéologie raciste. En extrapolant à l'Europe, on constate que les libéraux et la gauche ont depuis longtemps durci les lois régissant les conditions de vie des immigrés et des demandeurs d'asile, des lois qui, par comparaison avec les politiques d'expulsion et de nettoyage ethnique prônées sans vergogne par le néofascisme, ne ressemblent à des mesures « humanitaires ». La démocratie libérale proclame l'égalité de tous les citoyens et la Déclaration

universelle des droits de l'homme comme fondement de l'identité et de la légitimité de l'État, mais l'État, qui est une organisation hiérarchique nie cette égalité afin de ne pas menacer sa propre nature hiérarchique. Cette danse contradictoire entre les droits des citoyens et les prérogatives et le pouvoir de l'État, que l'on appelle politique, est interrompue par le néofascisme, qui ne reconnaît aucune garantie individuelle en dehors de l'État et subordonne entièrement la politique aux intérêts de l'État-Capital, à ses habitudes prédatrices qui, pour se maintenir, mènent inévitablement et nécessairement à des états d'exception et à la guerre. Les démocraties libérales sont inopérantes car elles sont les accoucheuses du néofascisme, enracinées dans la compétition mondiale pour des ressources naturelles de plus en plus rares ; d'où leur mépris pour les conséquences de l'écocide, auquel toute norme éthique doit être subordonnée. De même, le racisme, l'antiféminisme et l'homophobie sont utilisés pour générer une idiosyncrasie particulière et exploiter un sens déformé et domestiqué de l'incorrection politique, d'être « antisystème ». Rappelons, pour bien le formuler, le programme public du néofascisme : négation de l'écocide, racisme, antiféminisme et homophobie. À cela s'ajoutent le patriotisme, la religiosité et l'aboutissement du processus de privatisation des services sociaux et des retraites, initié avec la complicité de la gauche au pouvoir. Tout cela s'inscrit dans le contexte d'une guerre culturelle cruelle et implacable menée contre les services sociaux tels que la santé, l'éducation et les retraites, et même contre ce faux

écologisme qui se prétend compatible avec le capitalisme et l'État. Il convient de souligner que les services sociaux répondent eux aussi à la logique du moindre mal et n'ont rien à voir avec la vision holistique de l'anarchisme, qui n'est pas seulement et systématiquement scientifique, économiste et utilitariste (à quoi serviraient les retraites dans un monde où tout serait gratuit ?).

Le conflit avec l'ordre établi s'appelle l'anarchie. Le conflit sans ordre, c'est le capitalisme. Le premier, c'est la vie ; le second, c'est l'agonie.

D'après VJ Rodríguez González



Lyhanna : plus jamais ça !

Quelle horreur que cette petite collégienne de onze ans assassinée. Notre pensée première va à la famille endeuillée de Lyhanna. Nos condoléances, notre compassion...mais il n'y a pas suffisamment de mots pour décrire la douleur des parents et des proches. Au-delà de la négation de la parole des femmes, des enfants, c'est d'une tragédie dont il s'agit mais c'est aussi la faillite d'un système. L'émotion a parcouru le pays à juste titre, bien au-delà de Fleurance. Que dire du meurtre d'une enfant qui avait toute la vie devant elle ? Victime d'un prédateur ; victime d'une défaillance d'un système qui devra cependant rendre des comptes car l'opinion publique est remontée après la justice, ses manquements, sa lenteur... et les gendarmes vont aussi se trouver dans la tourmente. Du côté du commun des mortels, c'est une certaine incompréhension qui règne : comment a-t-on pu en arriver là ? Chacun a sa réponse et propose sa solution pour le meilleur et pour le pire. Les solutions « radicales » sortent spontanément. Aux caisses des supermarchés, au Havre, des caissières et des clients y vont de leur couplet : « il faut rétablir la peine de mort pour le coupable. Non, dit l'autre, ce serait trop facile, il partirait trop vite. Il faut le faire souffrir et lui faire ce qu'il a fait à la petite... ». C'est sûr que les gens sont en colère et cette dernière n'est pas

prête de s'apaiser. Dans le bus, ce sont les mêmes propos qui prédominent : il faut le rétablissement de la peine de mort pour les tueurs d'enfant. Sur le marché, les gens ne parlent que du drame. Lyhanna par ci, Lyhanna par là.

Une maman pleurait. Mais pourquoi tu pleures, tu ne connais pas Lyhanna. Et alors ? J'ai des enfants, je ne peux pas imaginer comment je serai si ça m'arrivait. De l'émotion non feinte était palpable un peu partout. C'est un drame national qui a touché la plupart des gens. Une belle unanimité dans la douleur. Pauvre petite. Pauvres parents.

Du coup, Darmanin et les autres membres du gouvernement sentent le vent du boulet. Il va leur falloir tenir jusqu'aux vacances scolaires...Darmanin demande que les procureurs reprennent d'ici le 14 juillet, les 70 000 dossiers de plaintes qui touchent les enfants.

Soixante-dix mille ! Un chiffre astronomique. Et encore, il doit y en avoir bien d'autres non répertoriés car de nombreux parents préfèrent passer à autre chose et n'osent pas porter plainte pour diverses raisons. Par peur de ne pas être crus ; dans le but aussi de protéger leur en-

fant...pour lui faire oublier et ne pas en rajouter...Mais que révèle ce chiffre étourdissant ? Très certainement que de nombreux hommes ont des problèmes de quèquette. Les viols, les incestes (1), les agressions sexuelles, la pédophilie... sont essentiellement le fait d'hommes contre des enfants ou des femmes.

L'éducation des enfants doit être revue. Les prédateurs, à défaut d'être soignés, doivent être neutralisés. Il faut dénoncer les ressorts du patriarcat.

On ne doute pas que les politiciens, sans tenir compte des vœux des parents, vont essayer d'instrumentaliser le meurtre de Lyhanna. Les partisans de la peine de mort vont s'en donner à cœur joie, notamment à l'extrême-droite, mais pas qu'eux. Certains à gauche demandent la démission de Darmanin. Certaines élites vont être remises en cause et ce sentiment ou plutôt ressentiment va aller dans le sens du poil des populistes qui vont utiliser l'émoi suscité par l'horreur des faits pour avancer leurs solutions « yaka », simplistes, complotistes et nauséabondes.

Parallèlement, des militantes contre les violences faites aux enfants se mobilisent pour rendre hommage à Lyhanna, dénoncer et repenser la réponse pénale à apporter dans les cas de viols... La militante Andréa Bescond a été arrêtée pour outrage et rébellion lundi lors d'une manifestation place Vendôme puis libérée le lendemain. La justice a plutôt intérêt à se faire petite ces temps-ci.

Ce qui inquiète, ce sont les récupérations politiciennes qui vont se produire alors que les crimes sexuels méritent une attention des plus sérieuses. Les masculinistes n'ont-ils pas une part de responsabilité dans les violences qui sont réservées aux femmes ? L'administration n'a-t-elle

aucune responsabilité dans l'embauche de pédophiles dans le péri-scolaire et le milieu éducatif dans son ensemble ? Les attaques réactionnaires, les manques de financement récurrents pour la santé, l'éducation et la justice n'ont-ils aucune incidence sur le fonctionnement de la société, le fonctionnement de la chaîne pénale ? Les réactionnaires vont essayer de s'engouffrer dans la brèche : faire comme aux Etats-Unis et mettre la justice sous tutelle.

Quoi qu'il en soit, les libertaires seront toujours du côté des victimes, notamment les enfants. Il nous faut revoir les rapports de pouvoir et de domination.

Micka (GLJD)

(1) Claude Lévi-Strauss et beaucoup d'anthropologues ont ainsi fait de l'interdit de l'inceste une loi socio-culturelle censée régir l'ensemble des sociétés humaines. Pourtant, il existe des situations, par ailleurs socialement acceptées, où cet interdit est plus lâche, notamment envers les mariages entre frères et sœurs. Surtout, si les sociétés interdisent en droit l'inceste, cela n'empêche pas qu'il est de fait très fréquent dans le secret familial, au point que l'on pourrait dire que la pratique de l'inceste est certes interdite, mais pourtant ordinaire, et qui se satisfait de la dissimulation. Dès lors qu'on s'essaie à élaborer des lois socio-culturelles, on se heurte nécessairement à de grandes difficultés, qui peuvent avoir des enjeux encore plus immenses. Claude Lévi-Strauss n'a-t-il pas, bien involontairement, contribué au tabou de l'inceste, ou plutôt contribué au silence des victimes d'inceste ? (Vignet Julien- L'émergence du Léviathan – P. 76, Editions Noir et Rouge – Mars 2026)

Centenaire de la mort de Jules Durand

Les témoignages de militants anarcho-syndicalistes et communistes mettent en lumière une mémoire vivante, transmise de parents à enfants au Havre, où se mêlent histoire familiale et engagement syndical. Nous sommes les héritiers directs d'un passé marqué par l'anarcho-syndicalisme et la lutte contre les injustices. Nos récits ne se limitent pas à une simple transmission mais constituent un véritable acte de mémoire, nécessaire pour comprendre et préserver l'héritage des militants anarcho-syndicalistes de l'époque de Jules Durand.

L'affaire Durand s'est déroulée dans un contexte hostile : hostilité du patronat, hostilité de la justice, hostilité des principaux journaux à la solde des puissances d'argent, hostilité due aux préjugés etc.

Nous nous retrouvons dans une forme de dualité entre mémoire héritée et réalité vécue aujourd'hui alors que

les époques sont totalement différentes. Cependant, il reste toujours l'exploitation capitaliste, la domination patronale et l'Etat au service du grand patronat. L'engagement de Jules Durand s'est traduit par une attitude de courage, de solidarité et de responsabilité. Cet anarcho-syndicaliste se battait pour davantage de justice sociale, pour l'égalité et de meilleures conditions de travail et de rémunération.

Sa privation de liberté, les souffrances endurées psychologiquement et dans sa chair furent une épreuve très difficile : séparation familiale, conditions d'incarcération insoutenables etc., ce qui le conduisit à la folie.

Les témoignages de militants anarcho-syndicalistes et communistes mettent en lumière une mémoire vivante, transmise de parents à enfants au Havre, où se mêlent histoire familiale et engagement syndical. Nous sommes

les héritiers directs d'un passé marqué par l'anarcho-syndicalisme et la lutte contre les injustices. Nos récits ne se limitent pas à une simple transmission mais constituent un véritable acte de mémoire, nécessaire pour comprendre et préserver l'héritage des militants anarcho-syndicalistes de l'époque de Jules Durand.

L'affaire Durand s'est déroulée dans un contexte hostile : hostilité du patronat, hostilité de la justice, hostilité des principaux journaux à la solde des puissances d'argent, hostilité due aux préjugés etc.

Nous nous retrouvons dans une forme de dualité entre mémoire héritée et réalité vécue aujourd'hui alors que les époques sont totalement différentes. Cependant, il reste toujours l'exploitation capitaliste, la domination patronale et l'Etat au service du grand patronat. L'engagement de Jules Durand s'est traduit par une attitude de courage, de solidarité et de responsabilité. Cet anarcho-syndicaliste se battait pour davantage de justice sociale, pour l'égalité et de meilleures conditions de travail et de rémunération.

Sa privation de liberté, les souffrances endurées psychologiquement et dans sa chair furent une épreuve très difficile : séparation familiale, conditions d'incarcération insoutenables etc., ce qui le conduisit à la folie.

Les anarchistes que nous sommes, rappelons l'importance de la mémoire ouvrière comme lien entre les générations. Nous sommes des passeurs d'histoire. Les affaires Dreyfus du pauvre, Aernoult, Durand et Rousset, se prolongent dans les identités ouvrières, les souvenirs et les engagements au sein de notre classe. Et c'est précisément dans cette continuité que réside la force de cet héritage.

Patoche (GLJD)



Jules Durand : Mémoire historique

Pour commencer, analysons plusieurs concepts : la mémoire historique n'est pas une tendance historiographique, c'est un mouvement citoyen qui vise à remédier aux lacunes évidentes de la l'appareil gouvernemental , notamment de la justice, en matière de gestion du passé traumatique de l'Affaire Durand et de ses conséquences, en précisant celles qui en ont découlé pour Durand lui-même, de sa famille, de ses proches et des militants de l'époque.

La défense de Durand a temporairement uni un spectre politique allant de la gauche authentiquement républicaine à l'anarchisme, qui ne croyait pas en la république bourgeoise.

Pour les anarcho-syndicalistes, il y avait un ennemi com-

mun ; son identité était claire. C'était l'Etat et le patronat. Pour les autres, c'était la justice qui était à blâmer.

Mémoire élargie : c'est un sujet qui devrait passionner. Il s'agit d'approfondir les racines de la lutte ouvrière que nous avons étudiée durant l'avant- Première Guerre mondiale. Bien que la mémoire historique ou démocratique se limite désormais juridiquement à la période 1910-1926, certains d'entre nous insistent sur la nécessité de dépasser ces limites temporelles afin d'appréhender plus pleinement ces phénomènes de la lutte ouvrière, notamment l'alternative proposée face au capitalisme de l'époque, au travers ne serait-ce que de la Charte d'Amiens et des institutions coopératives mises en place : dispensaire syndical, imprimerie, Bourses du Travail, boulangerie...

Un autre facteur important à prendre en compte est la question territoriale. Bien que les événements de cette Affaire Durand se soient produits au Havre, ils furent élargis à l'échelle nationale, voire internationale. Mais les divisions politiques qui en ont découlé ont eu des conséquences désastreuses sur le travail de mémoire. Le Parti communiste havrais qui a essayé de manipuler la mère de Durand en 1931 avant l'inauguration de la stèle en hommage au syndicaliste libertaire victime d'une machination ourdie par le patronat de la Cie Gle Transatlantique en 1910, avec une justice à la botte et anti-ouvrière.

L'État n'a jamais pris au sérieux la question de la mémoire historique, la négligeant, l'occultant voire l'instrumentalisant.

Le droit à la justice pour Durand mais aussi pour tous les militants emprisonnés fut bafoué. Comme dans d'autres pays ayant connu des périodes de répression, enquêter sur les violations des droits humains commises durant cette période est une tâche fondamentale.

L'État de notre pays n'a jamais pris ces politiques commémoratives au sérieux. Il a oublié ceux qui ont perdu la vie en combattant pour un monde meilleur et égalitaire.

En conclusion, nous continuerons à rechercher la vérité, la justice et la réparation, afin d'obtenir, si possible, les garanties maximales de non-répétition. Nous continuerons à lutter contre l'amnésie nationale.

Goulago (GLJD)

L'histoire sociale est un long chemin sinueux, jalonné de victoires et de défaites ; reconnaître la ténacité des anarchistes révolutionnaires est donc essentiel pour comprendre notre passé sans dogmatisme. Ainsi, tous les droits sociaux ont été conquis grâce à une lutte inlassable, quotidienne et collective. Leur espoir d'un avenir meilleur était immense.

Marine Le Pen, une condamnée, candidate

De nombreuses personnes s'indignent qu'une personnalité politique de premier plan comme Marine Le Pen, si lourdement condamnée (trois ans de prison dont un an ferme sous bracelet électronique...), puisse se présenter à la fonction politique suprême. D'autres, peut-être majoritaires, espèrent qu'elle va gagner la présidentielle, c'est ce qu'indique d'ailleurs les sondages aujourd'hui. Les « indignés » pensent que cette responsable politique discrédite le processus électoral et affaiblit les institutions de la France. Ne disait-elle pas que le FN puis le RN, c'était « Mains propres et tête haute ». Mais on connaît le dicton : « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ».

Se souvenir des figures fascinantes et des idées de Bakounine, Reclus, Kropotkine, Louise Michel, etc. nous transporte dans une époque révolue, foisonnante d'idéalistes, une génération qui rêvait d'un monde fondé sur les principes du bien commun, de la justice sociale et de la défense des libertés. Une époque où la logique du capital et du pouvoir était sur le point d'être complètement renversée.

La vie d'un anarchiste, faite de succès et d'échecs, restera toujours une leçon précieuse de notre histoire récente. Et dans une société comme la nôtre, si pauvre en modèles intègres, se pencher sur l'expérience des libertaires peut éclairer la voie d'un avenir meilleur.



Ainsi Marine Le Pen a confirmé mardi 7 juillet 2026, au journal télévisé de TF1, à une heure de grande écoute, qu'elle était candidate à l'élection présidentielle de 2027, alors que, quelques heures plus tôt, la cour d'appel de Paris l'avait condamnée pour détournement de fonds publics dans l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national, pour la somme rondelette de 1,9 million d'euros. La dirigeante du Rassemblement national prend le pari de faire campagne malgré la lourde sanction de la justice. Marine Le Pen est la plus ancienne dirigeante de l'extrême droite sur le continent et la favorite dans les sondages pour succéder à Emmanuel Macron. Ce dernier a donc perdu son pari de marginaliser la fille de Jean-Marie Le Pen à l'issue de son deuxième

quinquennat. Deux quinquennats pour en arriver là ! Le roi Macron a donc fait le lit de Madame Le Pen qui si elle est élue sera à la tête d'un pays qui est à la fois une puissance nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. On a déjà le crétin Trump, ça va être chaud, plus chaud que la canicule de ces jours-ci.

Mais Madame Le Pen n'est pas la seule à discréditer le processus électoral. Regardons les Sarkozy et autres politiciens multi-condamnés ou en passe de l'être. Et nous verrions ces politiciens amnistiés si Marine Le Pen accédait au pouvoir. Le clan des coquins, des bracelets du cœur comme le disent des humoristes qui avec la politique politicienne ont du grain à moudre. Gageons que tous les candidats à la présidentielle vont se revendiquer de la probité, de la loi et de l'ordre. Tout un programme... qui n'a jamais été tenu car la corruption est consubstantielle de la politique. Le pouvoir est maudit.

Marine Le Pen ne demandait-elle pas des peines d'inéligibilité à vie pour les élus condamnés pour détournement de fonds publics ? Là encore, c'est faites ce que je dis... On connaît la chanson politicienne. Il vaut mieux dénoncer les turpitudes des concurrents pour mieux s'exonérer des siennes. Et il est curieux que tant d'électeurs s'apprêtent à voter pour elle. Comme quoi la délinquance en col blanc est nettement plus supportable pour l'opinion qu'on fabrique à celle des jeunes de banlieue.

Alors, que faire en ces temps troublés où même chez les libertaires, certaines digues cèdent et certains repères s'estompent. Alors, Résistance partout dans le monde!

La résistance individuelle et collective deviennent la nécessité première, la première réponse à apporter aux dangers qui nous guettent, mais elle ne surgit pas spontanément, du néant. La résistance exige fondamentalement une éducation, une formation et une culture libératrice. Une éducation qui renverse et déconstruit le paradigme de pensée dominant que nous imposent les puissants par le biais de leurs plateformes numériques, de leurs robots, de leurs processus algorithmiques et de leurs technologies castratrices. Il est urgent d'intervenir pour déprogrammer l'être humain inerte, inactif, robotisé, que les puissants tentent de construire selon les paramètres de la soumission.

Si l'on examine de plus près les changements que nous vivons, auxquels le pouvoir – avec son nouveau visage techno-oligarchique, comme on commence à le qualifier – nous soumet, on constate qu'il ne s'agit pas de développements totalement extraordinaires, impensables ou sans précédent, ni même de choses que nous n'aurions pas pu prévoir au cours

de l'histoire récente. Cependant, ils révèlent assurément une nouvelle dimension en se présentant sans dissimulation, sans diplomatie, sans artifice. C'est peut-être pourquoi nous sommes si surpris par les attitudes et les pratiques viles et mesquines de ceux qui détiennent ou rêvent d'exercer le pouvoir de manière autoritaire (Elon Musk, Pavel Durov, Donald Trump, Javier Milei, Isabel Díaz Ayuso, Santiago Abascal, Vladimir Poutine, Benjamin Netanyahu, entre autres), attitudes et pratiques auxquelles ils entraînent de larges pans de la population.

Mais s'ils ne se soucient pas de rendre les changements visibles de manière ostentatoire, effrontée, arrogante et fière, c'est parce qu'ils pensent pouvoir le faire, parce qu'ils n'ont pas peur de la réaction sociale des êtres humains libres, parce qu'ils croient exercer un contrôle tel qu'ils en ont fait le sujet qui transmet les valeurs de l'autoritarisme, de la dictature, de la violence, du machisme, du négationnisme, du suprémacisme, du racisme, de la xénophobie et du fascisme.

La montée mondiale de l'extrême droite, de ses partis et de ses pratiques est indéniable et se déroule sous nos yeux. Elle instrumentalise la démocratie parlementaire, qu'elle manipule en influençant le vote populaire grâce à ses outils technologiques. Une fois au pouvoir, elle abandonne tout engagement social et démantèle tout mécanisme de contrôle, de responsabilité, de démocratie directe et de justice sociale, ouvrant ainsi la voie à l'instauration de régimes autoritaires et dictatoriaux... La France se tiendra-t-elle à l'écart de cette tendance, pas si sûr depuis que le patronat et certaines élites ont fait sauter la digue d'un RN infréquentable.

Patoche (GLJD)



Jules Durand en BD

Au cœur de l'ouvrage d'Armand Salacrou, Boulevard Durand, les références à l'anarchisme de Jules Durand sont pléthores.

Dans le livre d'Armand Salacrou, rédigé entre 1957 et 1959, Boulevard Durand, nous trouvons plusieurs références à l'anarchisme de Jules Durand.

Dans le dialogue entre le délégué et Jules Durand, le premier s'exclame : « Tout ce qui sert une cause juste devient juste. Et tout ce qui affaiblit une cause juste doit être condamné. Ce n'est pas parce qu'une grève est juste qu'on la déclenche. On la déclenche quand elle doit réussir. On ne fait pas de politique. Ni toi. Ni moi. Nous sommes des syndiqués, voilà tout. Mais en dehors du syndicat, t'es anar ? »

Réponse de Jules Durand : « Anarchiste révolutionnaire ».

Dans la scène douze de la deuxième partie de Boulevard Durand, Lévêque intervient : « Je le jure. Il m'a dit que son syndicat n'était pas un syndicat comme les autres ; qu'il était révolutionnaire, avec des anarchistes à sa tête ».

L'Avocat Général : « Je demande à l'accusé s'il reconnaît avoir déclaré qu'il avait fondé un syndicat révolutionnaire, en faveur de l'anarchie sociale ? ».

Réponse de Durand : « Oui, je suis révolutionnaire ! Quel honnête homme voudrait conserver un système social qui accule les ouvriers à la misère et à l'alcoolisme ? Oui, je suis anarchiste ! Quel honnête homme ne serait pas anarchiste lorsqu'il voit les gouvernements, véritables associations de profiteurs, protéger et défendre... »

Le Président : « Accusé, dans votre intérêt, je vous retire la parole ».

Armand Salacrou parle dans sa pièce de « compagnons », terme souvent employé par les anarchistes : « Demain, tous les compagnons seront syndiqués » et dans la tirade du cinquième ouvrier : « Ils ont installé, sur les quais, des machines. Il y en a une, la Tancarville, avant la grève, elle avait mis cent cinquante compagnons sur la tas ».

Il suffit de relire « Boulevard Durand » pour constater que Salacrou considère le secrétaire du syndicat des charbonniers comme anarchiste.

Dans les archives d'Armand Salacrou à la Bibliothèque municipale du Havre, un résumé de l'Affaire est rédigé en ces termes et ces derniers ne laissent aucune ambiguïté sur la thèse d'un Durand anarchiste :

« En 1910, un anarchiste révolutionnaire, buveur d'eau, nommé Jules Durand, parvient à donner une vie réelle au Syndicat des ouvriers-charbonniers. Il réclamait non seulement une augmentation de salaire, mais la suppression des cafés proches des lieux de travail.

La quasi-totalité des ouvriers-charbonniers adhère au Syndicat. Leur situation est tragique: repris de justice, alcooliques travaillant par à-coup, couchant dans des wagons vides, sur les quais, mangeant aux fourneaux économiques. Au mois d'Août 1910, la grève éclate. Durand s'engage à respecter la liberté du travail. Le Maire, Henri Gênestal, autorise les quêtes en ville.

Au bout de trois semaines de grève, au début de la nuit, sur le quai, un ouvrier, père de trois enfants, alcoolique, qui avait travaillé 48 heures de suite à bord d'un bateau et qui est armé d'un revolver est assommé au cours d'une dispute par quatre autres ivrognes, ouvriers en grève. Dongé meurt le lendemain à l'hôpital.

Les quatre ouvriers ont été arrêtés. Trois jours plus tard, à la stupéfaction générale, sur la plainte du patronat, Jules Durand, secrétaire du Syndicat est arrêté pour complicité morale, ainsi que les deux frères Boyer, trésoriers de ce même Syndicat. De faux témoins prétendent qu'en pleine réunion publique, trois semaines auparavant, Durand, approuvé par les frères Boyer, aurait demandé la « suppression » de Dongé (en fait il avait demandé que l'on supprimât Dongé du Syndicat parce qu'il travaillait).

Le procès eut lieu à la Cour d'Assises de Rouen, en Novembre 1910. Durand est défendu par un jeune avocat qui débute, René Coty. Jennequin, que vous avez peut-être connu, défendait les frères Boyer, je crois. Après délibération du Jury (composé de paysans normands qui n'aimaient pas beaucoup les anarchistes révolutionnaires), les quatre ouvriers responsables de l'assassinat de Dongé furent condamnés à quelques années de travaux forcés, les deux frères Boyer furent acquittés et Jules Durand fût condamné à avoir la tête tranchée sur une place publique de Rouen.

Il y eût de la stupeur dans tout le monde ouvrier de Normandie d'abord, de France ensuite, des grèves de solidarité, une campagne de Jaurès dans l'Humanité, des grèves de protestation dans le monde entier (Chicago, Barcelone), sauf en Russie.

Devant l'ampleur des manifestations, quelques mois plus tard, le Président Fallières ramenait la peine de Durand à sept ans de réclusion.

Les Syndicats et la défense continuèrent leurs mouvements. Une révision du procès fut demandée à la Cour de Cassation. Durand fût libéré, mais il avait perdu la raison et dût être enfermé à Quatremares, tandis que le 15 Juin 1918, la Cour de Cassation reconnaissait l'innocence de Durand, condamné sur de faux témoignages et l'Etat donnait une rente alimentaire annuelle à Durand.

Voilà l'histoire.

Il y a dans La Vie Ouvrière, revue syndicale bimensuelle numéro 2ème semestre 1910, un premier résumé de l'affaire, signé C. Geeroms, secrétaire de l'Union des Syndicats du Havre. C'est vous dire à quel point j'aurais aimé le rencontrer. Hélas, je suis venu trop tard. J'aurais voulu également savoir ce qu'était devenue la compagne de Durand, dont je ne sais que le prénom Julia, et ce qu'étaient devenus les trois enfants de la victime. La veuve, Madame Dongé, élevée par l'Assistance Publique avait signé la pétition pour la grâce de Durand, avec cette phrase : « cette exécution eût mis une rancune ineffaçable entre le monde ouvrier, auquel j'appartiens et mes trois pauvres petites filles ».

Que sont devenues ces trois petites filles ? Sans doute ignorent-elles tout du drame auquel leur père a été mêlé. »

— De l'Union des Syndicats du Havre à André Duroméa en passant par René Coty et les témoins directs de l'affaire, une pièce reconnue et approuvée dès sa publication.

Boulevard Durand est édité aux Editions Gallimard en 1960, et Louis Jochem, voilier, militant anarcho-syndicaliste et secrétaire général de l'Union des Syndicats C.G.T. du Havre envoie au nom de l'U.S.H une lettre qui révèle l'approbation du contenu de l'écrit de Salacrou et qui loue sa vérité :

« Union des syndicats ouvriers du Havre et de la Région-
Cercle Franklin-Le Havre
A Monsieur Armand Salacrou.

Monsieur,

Au cours de sa dernière séance, la Commission exécutive de l'Union des Syndicats du Havre et de la Région- C.G.T. a longuement discuté des mérites de votre livre, Boulevard Durand. Si quelques réserves ont pu être faites ici et là – il y en aura toujours – l'unanimité de ses membres qui avaient lu votre ouvrage avec l'intérêt le plus vif, se sont plu à louer la vérité et l'honnêteté de votre livre.

La décision a été prise de vous adresser cette lettre en gage d'estime et de reconnaissance pour une œuvre qui porte à la connaissance du grand public une affaire qui, depuis cinquante ans, a pris valeur de symbole dans la lutte de la classe ouvrière pour défendre son droit à la vie.

Il serait évidemment souhaitable que cette pièce quitte le livre pour monter sur la scène où elle obtiendrait le succès qu'elle mérite.

Nous qui sommes successeurs de Jules Durand et de ses camarades et qui n'avons pas cessé chaque année leur souvenir, nous nous apprêtons à célébrer comme il se doit, en cette année 1960, le cinquantième anniversaire de cette affaire.

Votre livre vient donc à point nommé. Il ne pouvait y avoir meilleur témoignage de la part d'un grand Havrais écrivain et honnête homme. Veuillez trouver ci-joint le communiqué que nous faisons paraître dans la presse.

Avec le témoignage de notre estime.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour l'Union des Syndicats C.G.T.

L. Jochem »

Si un militant anarcho-syndicaliste est à la tête de l'U.S.H, il n'en demeure pas moins que la Commission Exécutive de la C.G.T. locale est à large majorité communiste. Concernant Boulevard Durand, aucun militant, quelle que soit sa tendance, ne voit à redire sur le fait que Jules Durand est présenté comme anarchiste. D'autant que plusieurs protagonistes de l'Affaire Durand sont encore en vie en 1960. Aucune voix ne s'élève contre cette présentation d'un Durand, anarchiste révolutionnaire.

André Duroméa, maire communiste du Havre de 1971 à 1994, indique que les sources de Salacrou sont plutôt humaines et s'il nomme comme interlocuteurs privilégiés deux communistes, René Cance et Roger Le Marec, il n'en oublie pas pour autant « tous les syndicalistes havrais » :

« Et comment oublier encore la création de Boulevard Durand, au Havre, la relation exceptionnelle établie entre un créateur et une ville dont il exalte les plus nobles traditions de lutte contre la misère des hommes et l'implacable iniquité des institutions de l'époque ? Pour écrire cette pièce, Armand Salacrou est retourné aux sources du scandale. Mais peut-être, plus que les documents, les hommes ont été ses interlocuteurs privilégiés. Je pense ici à nos amis communs, René Cance, Roger Le Marec, successeur de Jules Durand au syndicat des charbonniers et à tous les syndicalistes havrais ».

Il ne faut pas oublier que deux militants anarcho-syndicalistes, Augustin Thomas et René Hazard, sont toujours à la tête du syndicat des dockers du Havre en 1960. D'autres militants du port, Henri Quesnel, Victor Le Guillemic... sont encore vivants lors de la parution du livre d'Armand Salacrou. Si Armand Salacrou n'avait pas respecté la trame de la machination patronale contre un Jules Durand, libertaire, les dirigeants anarcho-syndicalistes du port seraient intervenus pour rétablir la vérité, ne serait-ce que dans la presse locale.

Deux auteurs havrais nous parlent de témoignages de personnes qui ont connu Jules Durand et qui se succèdent devant la caméra en cette année 1960 :

« Ce mois de mai est décidément fertile en événements puisque, en raison du choc culturel provoqué par la publication de l'ouvrage de Salacrou, une équipe de la R.T.F. se rend au Havre pour y évoquer l'Affaire Durand. Pilotée par Armand, l'équipe de télévision s'installe dans un premier temps devant la librairie La Vigie, avenue Foch, pour y enregistrer plusieurs témoignages relatifs au climat social de 1910 au Havre ; se succèdent devant la caméra ceux qui ont connu le syndicaliste ainsi que quelques personnalités locales, à commencer par l'auteur lui-même, le journaliste Bernard Esdras-Gosse et un jeune instituteur du nom de Jean Legoy qui parle déjà du Havre » .

Salacrou, de même, avait dix ans lors de l'Affaire Durand et il a suivi sa mémoire tout en recherchant tous les documents relatifs à la machination contre le responsable syndical charbonnier. Il a consulté tous les journaux de l'époque traitant de l'Affaire Durand comme l'attestent ses notes archivées et il s'est entretenu avec des personnes qui ont vécu de près l'Affaire Durand : « Mon père était convaincu de l'innocence de Jules Durand (on a retrouvé des lettres de lui dans les journaux de l'époque) et ma famille habitait devant la prison où était enfermé l'anarchiste syndicaliste, dont la stupidité, encore plus que la cruauté, d'un jury de paysans cauchois, allait faire un héros de la classe ouvrière » .

De même, Salacrou est touché des marques de sympathie données par le milieu ouvrier havrais et notamment les charbonniers :

« J'ai lu depuis trente-cinq ans, sur mes pièces, mêlés à des éreintements, bien des éloges. Je crois qu'aucun enthousiasme de critique n'a fait naître dans mon âme d'écrivain, un pareil repos, que cette lettre si simple des ouvriers charbonniers du Havre, qui, après avoir lu Boulevard Durand, avaient décidé à l'unanimité d'en recommander la lecture et de m'adresser un « témoignage d'estime pour la vérité et l'honnêteté de mon livre ». Il est malaisé d'écrire une pièce historique sur un événement dont certains témoins sont encore vivants, sur un événement qui est encore vivant. Alors vous imaginez, avec quel soupir de satisfaction, et quelle émotion j'ai remercié les successeurs, les fils des camarades de Jules Durand. Qu'ils sachent ici, que ce n'est pas à un vieil écrivain qu'ils ont écrit, mais aussi au jeune garçon qui regardait Jules Durand entrer, menottes aux mains, dans la prison de la rue Lesueur, et que ce jeune garçon a cru entendre, dans leur hommage, reconnaissant la vérité de cette tragique histoire, la voix même de Jules Durand clamer, une fois de plus, son innocence. Toute sa vie, le syndicaliste, Jules Durand se voulut exemplaire. Mon livre, ma chronique dramatique, tente de montrer cet exemple ». Armand Salacrou de l'Académie Goncourt.

Nous avons consulté toute la correspondance reçue par Armand Salacrou à propos de Boulevard Durand et aucune lettre ne conteste la véracité de son récit. Nous sélectionnons de courts extraits de quelques lettres.

Pierre Joly, de Paris Normandie, dans sa lettre du 6 mars 1960, dit à Salacrou son admiration pour la pièce.

« Bravo pour ce « procès oublié » - il faut rafraîchir la mémoire des jeunes qui croient que le droit syndical s'est acquis tout seul ».

Le Général De Gaulle, dans une lettre datée du 23 Mai 1960, souligne le talent de Salacrou.

André Malraux, Ministre d'Etat chargé des Affaires Culturelles : remerciements et compliments pour Boulevard Durand.

Benoît Frachon, Secrétaire général de la C.G.T. (lettre du 5 avril 1960) et R.Bothereau de la C.G.T.-F.O. (Lettre du 25 Mai 1960) remercient Armand Salacrou pour l'envoi de Boulevard Durand.

Du côté des militants socialistes, on n'est pas en reste.

Au cours de sa séance du 16 Mai 1960, le Conseil Municipal du Havre émet l'avis, à l'unanimité, que soit décernée la Grande Médaille de la Ville à Armand Salacrou pour son ouvrage Boulevard Durand. C'est le Maire socialiste du Havre, Robert Monguillon, qui écrit cette fois à Salacrou pour l'inviter.

En mars 1960, c'est l'ancien défenseur de Jules Durand, devenu entre-temps Président de la République, qui envoie un

courrier à l'écrivain :

« Merci, cher Maître, de m'avoir envoyé et fort aimablement dédicacé ce livre que je reçois avec émotion. J'ai hâte d'en finir avec le courrier qui m'a poursuivi ici, pour revivre à loisir le drame qui est, de loin, le souvenir le plus douloureux de ma carrière. Une seconde affaire Dreyfus, où les haines de classe ont pris la place des haines de race : c'est ce que j'avais été dire, il y a quelque cinquante ans à Jaurès et à Reinach. C'est qu'en ces dernières années j'ai eu trop souvent l'occasion de répéter- au risque de paraître un rabâcheur- à propos de certaines condamnations que d'autres haines pourraient avoir inspirées. Peut-être le destin tragique du doux et généreux Jules Durand a-t-il sauvé la vie d'autres innocents. Veuillez agréer, cher Maître, l'expression de ma cordiale gratitude. R. Coty. »

René Coty qui était aux premières loges de l'Affaire Durand ne conteste pas la version de Salacrou.

De surcroît, les archives départementales et nationales nous indiquent que la Bourse du Travail du Havre est tenue par des militants anarchistes en 1910 : Adrien Briollet puis Cornille Géeroms comme secrétaires généraux. Et il suffit de lire le journal de l'U.S.H., Vérités de 1906 à 1911 pour vérifier que le contenu des éditos est dans l'ensemble fidèle à la pensée anarchiste. En quoi un Jules Durand anarchiste déparerait-il dans une Union de Syndicats à direction anarchiste ?

Remettre en cause l'anarchisme de Jules Durand, c'est remettre en cause le travail d'Armand Salacrou, c'est contester la position des anarcho-syndicalistes havrais de l'époque ainsi que celle des communistes qui était unanime. C'est aussi édulcorer l'héritage libertaire d'une génération de militants.

Patrice Rannou (A suivre)



JULES DURAND

Le 6 septembre 1880, naissance, au Havre, de Jules, Gustave Durand, anarchiste et syndicaliste ; condamné à la peine de mort en 1910 suite à la grève des charbonniers.



Docker, il est licencié en 1908 pour son activité syndicale. Il contribue alors au développement de l'Union des syndicats du Havre. En juillet 1910, il participe à la reconstitution du syndicat des charbonniers du port, évincé d'un des responsables.



L'un d'eux, Dongé, après avoir travaillé sans discontinuer quarante-huit heures les 7 et 8 septembre, menace d'un revolver, le 9 septembre, quatre charbonniers non syndiqués. Aussi ivres que lui, ils le pressent à table, et il meurt à l'hôpital le 10 septembre.

POUR DURAND!
Nous voulons la révision!
La mesure est comble!
C'en est assez!



Dès le mois d'août, le syndicat lance une grève illégitime, dans laquelle Durand est très actif, contre l'extension du machinisme et pour une hausse des salaires. La Compagnie générale transatlantique envoie des agents, à triple peine, des « jaunes ».



Le patronat, appuyé par la presse, achève des témoignages selon lesquels l'assassinat de Dongé avait été voté le 14 août par le syndicat à l'instigation de Durand. Malgré le cri de la société du Havre qui dénonce la machine, Jules Durand est arrêté, et condamné à mort le 25 novembre 1910.



Il a, définitivement basculé dans la folie. Interné à l'asile de Sotteville-lès-Rouen, il y décède le 20 février 1926.

Le Libertaire
Internet : <http://le-libertaire.net/>
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com